

Education, Santé et Industrie
**Les différents ministères
 et les partenaires sociaux à la recherche
 du meilleur compromis**



Ph : L'Echo d'Algérie ©

Oran

**Simulation d'un
 détournement d'avion**

Un exercice de simulation grandeur nature d'un détournement d'avion, un Boeing 737-800, avec une prise d'otages par les éléments d'un «groupe terroriste» s'est déroulé, hier, sur le tarmac de l'aéroport Ahmed-Ben Bella d'Oran.



INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information - 6^e Année - Mercredi 27 décembre 2017 - 8 Rabie El Thani 1439 - N° 1673 - Algérie : 10 DA / 1 €

Agriculture

«La production nationale couvre plus de 70 % de notre alimentation», a affirmé Belkacem Chadi



Ph : L'Echo d'Algérie ©

> Lire page 4

> Lire page 3

Relance de l'économie, rationalisation des dépenses, préservation des acquis sociaux...
De nouvelles orientations seront données au gouvernement



Tourisme
56 000 hectares attendent investissement

Selon Jean-Louis Levet
L'Algérie en plein essor industriel

Sahara occidental
Abdallahi Lahbib : «L'Armée sahraouie ne peut être confinée éternellement dans un statut de réfugié»



FAF
L'Iran et le Portugal adversaires des Verts en amical

Jeux africains de la jeunesse 2018
El Hadi Ould Ali : «La réhabilitation de certains sites sportifs représente un sérieux défi»

L'Echo Sportif

Oran

Simulation d'un détournement d'avion

Un exercice de simulation grandeur nature d'un détournement d'avion, un Boeing 737-800, avec une prise d'otages par les éléments d'un «groupe terroriste» s'est déroulé, hier, sur le tarmac de l'aéroport Ahmed-Ben Bella d'Oran. En effet, il s'agit du vol de la compagnie nationale Air Algérie en provenance de l'aéroport d'Orly (Paris) qui a atterri à 13h54mn et qui est immédiatement mis en isolement, selon des informations recueillies auprès d'un membre de l'équipe d'intervention sur place qui nous précisera que «la manœuvre s'inscrit en application de l'instruction de la Direction de l'aviation civile et de météorologie

(DACM) relative aux exercices et test du plan d'urgence». L'appareil en approche a été repéré par les radars des forces de sauvegarde du territoire au niveau de la ville de Mostaganem, ce qui a immédiatement conduit au déclenchement du plan Orsec et le déplacement sur les lieux de l'ensemble des intervenants en pareilles circonstances, les autorités civiles et militaires, les éléments de la Protection civile et celle du contrôle sanitaire aux frontières et la mise en place d'une cellule de crise pour la gestion du problème. A noter que le rôle des otages a été accompli par les bénévoles du Croissant-Rouge algérien.



Constantine Saisie de plus de 200 comprimés psychotropes sur une passagère à l'aéroport Mohamed-Boudiaf

Plus de 200 comprimés classés hallucinogènes ont été saisis à l'aéroport international Mohamed-Boudiaf de Constantine, lors d'un contrôle de routine d'une passagère, a-t-on appris, hier, auprès de responsables des Douanes algériennes. La saisie a été effectuée, lundi soir, sur les bagages d'une voyageuse, (62 ans), en provenance de Nice (France), a fait savoir la même source, ajoutant que les médicaments étaient soigneusement dissimulés dans les bagages de la dame, appréhendée aussitôt. Une enquête a été diligentée par les services compétents pour déterminer l'étendu de ce trafic, avait-on indiqué de même source.

Béjaïa Un couple sauvé in extremis de l'asphyxie

Un couple a été sauvé in extremis, avant-hier, d'une asphyxie certaine après avoir inhalé du monoxyde de carbone. Selon un communiqué de la Protection civile, les éléments de l'unité de Taourirt Saïd Arab dans la daïra d'El Kseur ont opéré une intervention en urgence au niveau de la bourgade de Tighilt Imezir en début de soirée du lundi 24 décembre, précisément à 19h27mn, pour secourir un homme et sa femme qui présentaient des signes d'asphyxie à la suite d'inhalation du monoxyde de carbone dégagé par un chauffage défectueux. Les victimes ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacuée vers la polyclinique d'Amizour a indiqué la même source.

Batna

10 casemates pour terroristes détruites et 3 éléments de soutien appréhendés



Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 25 décembre 2017 à Batna - 5^e Région militaire, 10 casemates pour terroristes contenant des substances de vivres et des effets vestimentaires, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé 3 éléments de soutien aux groupes terroristes dans la même wilaya», a indiqué, hier, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a intercepté, à Béchar - 3^e RM, 4 narcotrafiquants et saisi

un véhicule tout-terrain, 2 motos et une importante quantité de kif traité s'élevant à 103 kg». D'autres détachements «ont arrêté, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar - 6^e RM, 3 contrebandiers et saisi 2 camions, 4 tonnes de denrées alimentaires, 5000 litres d'huile de table, 2000 litres de carburant et 3,6 tonnes de charbon». D'autre part, des éléments de la gendarmerie «ont intercepté, à El Oued - 4^e RM, un contrebandier et saisi 20 quintaux de tabac, tandis que 41 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Adrar et Béchar», a rapporté également le communiqué.

Lutte antiterroriste Reddition d'un criminel aux autorités militaires à Tamanrasset

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, hier, aux autorités militaires de Tamanrasset - 6^e Région militaire). Il s'agit de A. Agghali, dit Abou Yahia qui était en possession d'un pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov et un chargeur, le terroriste avait rallié les groupes terroristes en 2014», a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Ces efforts de l'ANP au niveau de la bande frontalière, dénotent de la ferme détermination de nos forces à préserver la sécurité de notre pays et la protection des frontières nationales», a souligné la même source.

Egypte

Pendaison de 15 hommes jugés coupables de terrorisme

Quinze hommes reconnus coupables d'attaques «terroristes» contre des militaires et des policiers ont été exécutés par pendaison, ce mardi, en Egypte, ont indiqué des responsables de la police.

Il s'agit de la plus importante exécution collective en Egypte depuis la pendaison de six djihadistes en 2015. Ces exécutions ont eu lieu dans deux prisons où étaient détenus ces hommes condamnés à mort par des tribunaux militaires pour des attaques commises dans la région du Sinaï (Est), en proie à une insurrection djihadiste. Elles interviennent une semaine après une attaque revendiquée par le groupe Etat islamique contre un aéroport militaire du Nord-Sinaï pendant une visite dans la région des ministres de la Défense, Sedky Sobhy, et de l'Intérieur Madgy Abdel Ghaffar. Depuis la destitution par l'armée du président islamiste élu Mohamed Morsi en 2013, des groupes extrémistes attaquent régulièrement les forces de sécurité égyptiennes, en particulier, dans le Nord-Sinaï.



Des centaines de soldats et de policiers sont morts dans ces attaques, ainsi que nombreux civils. Les tribunaux égyptiens ont condamné à mort des centaines de personnes pour les violences qui ont accompagné la destitution du Président Morsi en 2013, mais la plupart des accusés ont fait appel ou obtenu l'organisation de nouveaux procès de première instance.

Accidents de la circulation 25 morts et 1002 blessés

Vingt-cinq personnes ont été tuées et 1002 autres blessées dans 883 accidents de la circulation survenus du 17 au 23 décembre 2017, selon un bilan rendu public, hier, par les services de la Protection civile. Les éléments de la Protection civile ont effectué 1625 interventions suite à 883 accidents de la circulation ayant fait 25 morts et 1002 blessés qui ont été secourus et transférés aux centres hospitaliers, a précisé la même source. La wilaya d'Oran déplore le bilan le plus lourd avec 3 personnes décédées et 38 autres blessées, suite à 48 accidents de la circulation. Les unités de la Protection civile sont, par ailleurs, intervenus pour l'extinction de 589 incendies urbains, industriels et divers, alors que 4473 opérations d'assistance aux personnes en danger ont été effectuées durant la même période.

Edité par la Sarl ECHO Médias Algérie	Directeur Général Fondateur Tewfiq Meraou	Directeur de la Publication Ahsene Saaid	Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Rais - Alger Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02	Anep Tél : 021 73 76 78 021 73 71 28 Fax : 021 73 95 59	● Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.
	L'ÉCHO D'ALGERIE Quotidien National d'Information	Rédacteur en Chef Mouloud Hamdi Directeur Technique Walid Boumaaraf	Direction de la publicité : Tél-Fax : 023 54 23 04 بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL Compte N° : 005001114002013631013	Diffusion Ouest-Centre-Est Zigzag Expresse Impression SIA	
www.lechodalgerie-dz.com		E-mail : echodalgerie@gmail.com		L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information @echodalgerie_dz	

Relance de l'économie, rationalisation des dépenses, préservation des acquis sociaux...

De nouvelles orientations seront données au gouvernement

En procédant aujourd'hui à la signature de la loi de finances 2018 et en présidant le Conseil des ministres, dernier de l'année 2017, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, devrait donner de nouvelles orientations au gouvernement concernant la relance de l'économie nationale, la rationalisation des dépenses et la préservation du caractère social de l'Etat, en dépit de la conjoncture économique difficile que traverse le pays.

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, avait annoncé, samedi dernier, lors de la réunion de la tripartite

(gouvernement-patronnat-UGTA) pour la signature de la Charte du partenariat sociétaire, que des orientations seront émises prochainement par le président de la République pour la promotion de l'économie nationale, et a souligné que les attentes quant au rôle économique de l'Etat sont en voie de concrétisation à travers la promotion de la décentralisation prévue dans les orientations qui seront émises prochainement par le président de la République et le développement de la gouvernance, ce qui permettra à l'Etat de se consacrer à d'autres tâches. Le Premier ministre avait affirmé l'engagement du gouvernement dans le cadre de la charte signée, à faciliter l'ouverture du capital des Petites et moyennes entreprises (PME) publiques. L'Etat, dira-t-il, a des obligations envers l'entreprise publique de par leur relation organique, en attendant le transfert à travers l'ouverture du capital et le partenariat à l'exception des entreprises stratégiques, mais cela n'implique pas



l'octroi d'avantages ou une différence de traitement par rapport à l'entreprise privée. Réaffirmant les efforts visant à accompagner et soutenir les entreprises, le Premier ministre a réitéré l'engagement du gouvernement à œuvrer dans le cadre bilatéral et de la tripartite au renforcement des facilitations accordées et à lever toutes les entraves

restant tout en réduisant le retard indéniable quant au rythme de développement industriel. Il avait également souligné la nécessité d'œuvrer à hisser l'économie au niveau des potentialités réelles du pays et à construire une économie de marché à caractère social, appelant à valoriser le rôle de la jeunesse qui compose la plus grande partie de la société algérienne, mais aussi de la communauté nationale à l'étranger. S'agissant des actions prévues, Ouyahia a cité la relance de l'investissement public à travers un budget d'équipement de plus de 4.000 milliards de dinars en 2018, en hausse de 1.000 milliards de dinars comparativement à 2017. Ces dépenses publiques comporteront, entre autres, plus de 250 milliards de dinars destinés directement au développement local, ainsi que plus de 260 milliards de dinars destinés à la

bonification des taux d'intérêts. Le gouvernement compte aussi remettre en activité le Programme de soutien à l'agriculture décidé par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en 2009, mais qui a été contrarié par la crise financière. Le Premier ministre a considéré que la réactivation du Fonds national de l'investissement (FNI) pour accompagner les investissements majeurs, et le maintien de l'ensemble des mesures de soutien à l'investissement et de bonification des crédits bancaires à l'investissement, étaient aussi prévus. Selon lui, la bataille contre l'informel n'est pas seulement du ressort de l'Etat mais constitue aussi une affaire collective dans laquelle les opérateurs économiques doivent également s'impliquer.

T. Benslimane



Il était une fois Boumediène

Par Ali-Bouacida Hamid

**E
D
I
T
O**

C'était un matin gris et pluvieux et même le ciel plombé voulait s'en mêler comme s'il revendiquait sa part de tristesse. A la télévision et la radio, on passait des sourates du Coran et seule la voix grave du récitant déchirait le silence des chaumières. On ne pouvait que se taire devant la mort du Président Houari Boumediène. En vérité, on s'y attendait un peu après sa longue éclipse de la vie politique, mais la nouvelle surprit tout le monde. Treize années de règne sans

partage venaient de s'achever et le départ du leader laissait la place à l'inconnu. Il faut dire qu'avec du recul, le bilan de cette longue gouvernance, les avis sont très partagés quoique ils penchent majoritairement vers une admiration et un respect sans limites envers cet homme avait un profond sens de la justice sociale, ardent défenseur des pauvres dans la pure tradition de ces années du socialisme. On a beau critiquer vertement son autoritarisme

outrancier, son musèlement des libertés, et même ses «purges» parfois impitoyables, force est cependant de reconnaître qu'il est l'artisan d'une édification de l'économie nationale avec les grands complexes industriels disséminés à travers tout le pays. Du point de vue mécanique, sidérurgique, électronique, textile... l'Algérie se révéla vite comme un leader continental incontournable. A sa mort, son successeur ouvrit tant les portes du libéralisme et de

la fameuse «restructuration» que l'Algérie devint vite le bazar de toute la camelote asiatique. Aujourd'hui, quatre décennies après la disparition de Boumediène et conséquemment des fleurons de l'industrie algérienne, on en est encore à vouloir tout privatiser et démanteler le peu d'entreprises publiques qui restent. Même les fameux investisseurs étrangers semblent être de retour pour achever une économie moribonde...

Agriculture

«La production nationale couvre plus de 70 % de notre alimentation», a affirmé Belkacem Chadi

L'Algérie assure plus de 70 % de son alimentation par la production nationale, et le défi consiste à cibler les filières stratégiques pour faire face aux besoins alimentaires de base de la population, réduire les importations et relancer les exportations, a indiqué, hier, à Alger, un haut responsable du ministère de l'Agriculture.

«Aujourd'hui, l'Algérie assure plus de 70% de son alimentation par la production nationale. Elle dégage aussi des excédents pour certains produits qui lui permettent d'être présente sur le marché international dont les dattes, l'huile d'olive, produits maraîchers, pomme de terre et fruits», a précisé le secrétaire général au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Belkacem Chadi, lors d'un panel sur l'agriculture et l'agroalimentaire organisé en marge de la 26^e Foire de la production algérienne. Selon lui, les réformes engagées par son ministère durant les deux dernières décennies, dans le cadre des différents programmes quinquennaux de relance de la croissance économique, ont permis au secteur de réaliser des résultats «très encourageants». Dans sa présentation du bilan de réalisation de secteur depuis 2000 jusqu'à 2016, il a relevé que la production des céréales est passée de 9,3 millions de quintaux (Mq) en 2000 à 34,3 Mq en 2016, en hausse de 268%. La production nationale en blé dur est passée de 4,86 Mq à 19,3 Mq (+298%), alors que celle du blé tendre a enregistré une hausse de 83% en passant de 2,7 Mq à 5,02 Mq. S'agissant de la tomate destinée à la transformation industrielle, sa production est passée de 4,7 Mq à 12,3 Mq (+160%), tandis que pour le maraîchage, sa production est passée de 33,08 Mq à 131,03 Mq. Quant à la pomme de terre, sa production est passée

de 12,07 Mq à 47,8 Mq entre les deux périodes de comparaison, alors que les dattes ont enregistré une hausse de 182% en passant de 3,6 Mq à 10,2 Mq. Les viandes ont aussi enregistré une hausse dans leur production en passant de 2,5 Mq à 5,3 Mq (+114%), tandis que les viandes blanches ont atteint 5,1 Mq en 2016 contre 1,9 Mq en 2000. Pour le lait, il a été produit 3,5 millions de litres en 2016 contre 1,5 millions de litres en 2000 (+127%). D'autres produits ont également enregistré des hausses en matière de production : les œufs (+231%), l'avoine (+783%), les fourrages (+987%), les

légumes secs (+241%), le tabac (+38%), les oignons (+383%) et la viticulture (+180%). Néanmoins, a-t-il préconisé, cette dynamique de production doit être consolidée par le renforcement des capacités de transformation, de conservation et de stockage sous froid des produits agricoles, notamment, pour les fruits et légumes. Aussi, l'amélioration du fonctionnement des circuits de distributions des produits agricoles et alimentaires, a-t-il insisté, doit être encadrée par une organisation interprofessionnelle efficace des filières et par l'avènement de la grande distribution moderne qui devrait induire une transformation positive de toutes les chaînes de valeur des filières agricoles et agro-industrielles. Par ailleurs, il a fait savoir que la valeur de la production agricole a atteint plus de 3.000 milliards de dinars en 2016, soit l'équivalent de près de 30 milliards de dollars, contre 359 milliards de dinars



Ph : Fatih Guidoum ©

(5 milliards \$) en 2000, soit une contribution substantielle du secteur de l'agriculture dans le PIB de l'ordre de 12% contre 8% en 2000. Selon lui, le secteur emploie 1,24 million de travailleurs permanents auxquels s'ajoute l'insertion des jeunes diplômés du secteur avec la création de 22 253 micro-entreprises dans le segment de l'appui aux exploitations agricoles.

Plusieurs défis restent à relever

Il a, en outre, affirmé que l'un des défis à relever par le secteur agricole consiste à garantir une augmentation significative de la production nationale et sa valorisation optimale par une mobilisation rationnelle des moyens disponibles «en ciblant les filières stratégiques pour faire face aux besoins alimentaires de base de la population, réduire progressivement les importations et relancer les exportations». Evoquant les axes stratégiques de la politique agricole, il a cité la

consolidation d'une politique agricole durable, la réduction du déséquilibre de la balance commerciale des produits agricoles de base et la contribution à la diversification économique. Il s'agit également de la promotion des actions à destination des populations rurales, la conservation et la valorisation des ressources naturelles, le développement et la croissance durable des activités de la pêche et de l'aquaculture. Dans ce cadre, Chadi a indiqué que la stratégie de son ministère vise à répondre au défi de la sécurité alimentaire avec un «nouveau modèle agricole structuré principalement autour de l'investissement privé comme nouveau moteur de la croissance agricole, notamment, dans le cadre du Partenariat public-privé et privé-privé». Ce modèle se repose aussi sur le développement soutenu des filières stratégiques dont les céréales, lait, fourrages et viandes. Il s'appuie également sur l'irrigation en système économiseur d'eau, l'intégration agro-industrielle, le renforcement des systèmes de régulation, la substitution aux importations massives de certains produits et la relance des exportations des produits agricoles et agroalimentaires, permettant de diversifier les ressources financières extérieures. A ce propos, il a appelé les opérateurs économiques à saisir l'opportunité offerte par la récente décision du gouvernement consistant à interdire l'importation de 851 produits dont 400 sont des produits agricoles. Par ailleurs,

Chadi a souligné que la mise en œuvre d'un autre programme portant sur la création de nouvelles exploitations agricoles vise l'accroissement du potentiel foncier productif qui passera à moyen terme de 8,5 millions ha à 9 millions d'hectares. Il a indiqué, dans ce sillage, que 853 300 ha ont été attribués au bénéfice de 19 875 concessionnaires, dont 520 000 ha (61% de la superficie totale) sont orientés au profit de 1532 investisseurs porteurs de projets structurants et intègres dans les filières stratégiques avec une valeur d'investissement estimée à 700 milliards de dinars. S'agissant des perspectives de secteur à moyen terme, il a indiqué que le plan de développement arrêté repose sur divers axes tels l'extension des superficies irriguées, le développement de la mécanisation et la résorption de la jachère. Dans ce cadre, il a fait savoir que les volumes de production dans les filières principales vont continuer à progresser à l'horizon 2022 : 53 millions de quintaux de céréales, 69,5 millions de quintaux de pommes de terre, 11 millions de quintaux de dattes, 6,3 millions quintaux de viandes rouges, 6,7 millions de quintaux de viandes blanches et 4,8 milliards de litres de lait frais. Lors des débats, des opérateurs ont appelé à un accompagnement de l'Etat pour les aider à exporter, notamment, pour ce qui est appelé «produits terroirs», et la mise en place d'un laboratoire national pour assurer la conformité des produits à exporter.

Ali B. / Ag.

Education, Santé et Industrie

Les différents ministères et les partenaires sociaux à la recherche du meilleur compromis

Les ministères de l'Education, de la Santé et de l'Industrie tentaient, à travers ces rencontres avec les syndicats de ces différents secteurs, de trouver un terrain d'entente. Une réunion était ainsi prévue, hier, au siège du ministère de l'Education nationale entre des représentants de ce dernier et les membres du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (CNAPEST) pour évoquer un ensemble de préoccupations socioprofessionnelles.

Lors de cette rencontre, il a été question de la grève déclenchée par les enseignants adhérents à ce syndicat au niveau de certains établissements éducatifs, notamment, les lycées de la wilaya de Blida, depuis plus de 20 jours, ce qui a entraîné un retard dans les cours et la non-tenu des examens. Le département de Benghabrit a rappelé dans ce sillage que la justice avait tranché sur cette grève en la déclarant «illégal» et que le

bureau du Cnapest de la wilaya de Blida a refusé de «se soumettre à la décision de justice et de réceptionner le procès-verbal».

Le ministère de la Santé avait lui aussi prévu une rencontre pour aujourd'hui, avec les représentants des médecins résidents en grève ouverte depuis dimanche dernier.

«Les membres du Collectif ont été invités par le ministère de la Santé à un dialogue sérieux ce jour pour écouter leurs revendications et parvenir à des solutions acceptées par toutes les parties», a indiqué un membre du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra). Taïleb Mohamed a toutefois souligné «la confiance des médecins résidents en la tutelle et le gouvernement et leur grand espoir quant à l'aboutissement de ce dialogue à des résultats positifs». Qualifiant de «très profonds» les problèmes auxquels est confronté le secteur de la santé, Taïleb a estimé que l'ouverture du dialogue est «un pas positif» pour trouver des solutions aux préoccupations soulevées.

Les revendications des médecins résidents portent principalement sur l'abrogation du service civil, qui est, a-t-il dit, «contraire aux dispositions de la Constitution» et à l'égalité entre le médecin et le citoyen en matière de service militaire vu que «les médecins sont actuellement exclus des décisions de dispense émanant du président de la République», en sus de «l'amélioration des conditions de travail et la garantie de la sécurité». Les médecins résidents en grève revendiquent également l'amélioration des œuvres sociales, l'amendement



de la nouvelle loi portant conditions d'ouverture de laboratoires d'analyses pour les médecins biologistes, outre, l'accompagnement des praticiens de spécialités rares, à l'instar de l'autopsie et l'histologie, «en proie au chômage après 12 ans d'études».

Le ministre de l'Industrie et des Mines veut lui aussi prendre les devants et répondre aux doléances des fédérations syndicales du secteur. Youcef Yousfi s'est ainsi réuni, ce lundi, avec les secrétaires généraux des fédérations syndicales du secteur. Soulignant les lacunes enregistrées dans certaines filières, notamment, les mines et la chimie, le ministre a mis

l'accent sur l'impératif de pallier les dysfonctionnements et relancer ces filières industrielles de manière à diversifier l'économie nationale et limiter l'importation.

Yousfi a exhorté, par ailleurs, les entreprises confrontées à des problèmes financiers à trouver leurs propres moyens de financement en dehors des aides de l'Etat pour surmonter ces difficultés, et ce, à travers des partenariats avec des entreprises privées nationales ou étrangères, basés sur des fondements économiques sains et solides.

A.B.



Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhadja a affirmé, ce lundi, à Alger, que l'Algérie et la Turquie «sont liées par des relations historiques solidement enracinées», qui sont à même de consolider leur coopération bilatérale dans tous les domaines et de promouvoir l'investissement, a indiqué un communiqué de l'Assemblée.

Coopération bilatérale

Bouhadja : « L'ancrage historique des relations algéro-turques, une opportunité sur tous les plans »

Lors d'un entretien avec le président de la commission des affaires étrangères de la Grande Assemblée nationale de Turquie, Volkan Bozkir, Bouhadja a affirmé que les deux pays «sont liés par des relations historiques solidement enracinées et ont en partage un riche legs historique, qui sont à même de consolider et de promouvoir la coopération bilatérale dans tous les domaines, notamment, économique, à travers l'encouragement de l'investissement, et aussi culturel en préservant le patrimoine reçu en héritage», appelant à «la nécessité de promouvoir la concertation et le dialogue parlementaires, à travers l'intensification des visites, l'échange d'expériences et la création d'un groupe d'amitié». Au plan international, «la recrudescence du phénomène du terrorisme transnational constitue une réelle menace pour la paix mondiale», a estimé le président de l'APN, saluant «l'expérience algérienne pionnière en matière de lutte contre le terrorisme» et «la sagesse du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, architecte de la réconciliation nationale, grâce à laquelle le peuple algérien vit dans la stabilité et la sécurité». Bouhadja a saisi cette opportunité pour rappeler «les positions inaliénables de l'Algérie vis-à-vis de

différentes questions sur la scène internationale, passant en revue les résultats du sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), tenu le 13 décembre, qui a déclaré Al Qods capitale de la Palestine», saluant la lutte du peuple sahraoui pour son droit légitime à l'autodétermination. Le président de la commission des affaires étrangères de la Grande Assemblée nationale de Turquie a salué «les relations historiques entre les deux pays», se félicitant du «rôle positif de l'Algérie dans l'établissement de la sécurité et de la paix dans la région, la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières contre les différentes menaces qui pèsent sur la sécurité et la stabilité».

Le responsable turc a mis l'accent sur l'intérêt accordé par son pays à l'expérience algérienne dans ce domaine», appelant au «renforcement des liens d'amitié et de coopération bilatérale au mieux des intérêts des deux peuples et pays». L'audience s'est déroulée en présence de la délégation turque accompagnant Bozkir, du vice-président de l'APN, Djamel Bouras et du président de la commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté, Abdelhamid Si Afif.

Environnement

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati, a affirmé que son département facilitera toutes les mesures aux investisseurs désireux, lancer des projets dans le domaine de l'environnement. Lors de l'inspection du parc d'attraction Hamou Benbella, dans la ville d'El Eulma, la ministre a indiqué que la procédure de facilitation débutera par la numérisation des dossiers devant parvenir des 48 directions de wilaya. Ces facilitations entrent dans le cadre de la décentralisation qui sont, a-t-elle relevé, au cœur des préoccupations du gouvernement qui s'appuie sur les autorités locales appelés à jouer un plus grand rôle pour «soutenir le développement d'une économie alternative aux hydrocarbures.»

Les communes sont appelées à s'intégrer à cette orientation qui favorisera «une prise en charge plus efficace» de la gestion des déchets, a noté Zerouati, estimant que la wilaya de Sétif dispose d'importantes potentialités d'investissement «dans l'économie verte» étant un pôle industriel

concentrant «15% du tissu industriel national et 40% du tissu industriel de la région Est». Pareil tissu industriel nécessite un accompagnement de l'investissement pour un développement durable, a ajouté Zerouati qui a estimé qu'un bond qualitatif s'opère actuellement dans la wilaya en matière de maîtrise des processus de traitement et de gestion des déchets.

Lors de l'inspection du Centre d'enfouissement technique (CET) intercommunal de Sétif, la ministre qui a visité des stands d'entreprises opérant dans le domaine de l'environnement a indiqué que la priorité de son secteur est de valoriser et développer l'industrie du recyclage et de passer à un mode de traitement efficace des déchets. Elle a exhorté le directeur de l'entreprise chargé de l'enfouissement technique des déchets à exploiter les déchets organiques pour le secteur agricole, plaidant pour le développement du partenariat public/privé et d'une économie complémentaire qui réduira la dépendance à l'égard des hydrocarbures, atténuera le chômage et diminuera la facture

des importations. Sur le site du CET, Zerouati a suivi un exposé sur l'entreprise Ecoset qui assure la gestion du centre, ainsi que sur le projet de réalisation d'une unité de récupération des déchets organiques, une autre d'incinération des déchets médicaux et une autre encore de traitement des déchets avicoles. Des exposés sur le projet d'une unité de récupération des déchets de bois pour en faire du charbon compacté et sur le projet d'une autre unité de valorisation des noyaux d'olives ont été également présentés à la ministre qui a visité, dans la zone industrielle d'El Eulma, une unité de transformation d'aluminium et, à Ouled Saber, une autre unité de fabrication de polystyrène. La ministre devait également visiter des unités de transformation de plastique, de fabrication de la pâte de papier, une station de traitement des liquides industriels et de recyclage des eaux usées au chef-lieu de wilaya. Elle devait également visiter une unité de valorisation du plastique dans la commune de Mezloug et le parc d'attractions de la ville de Sétif.



Ph : Fateh Guidoum ©

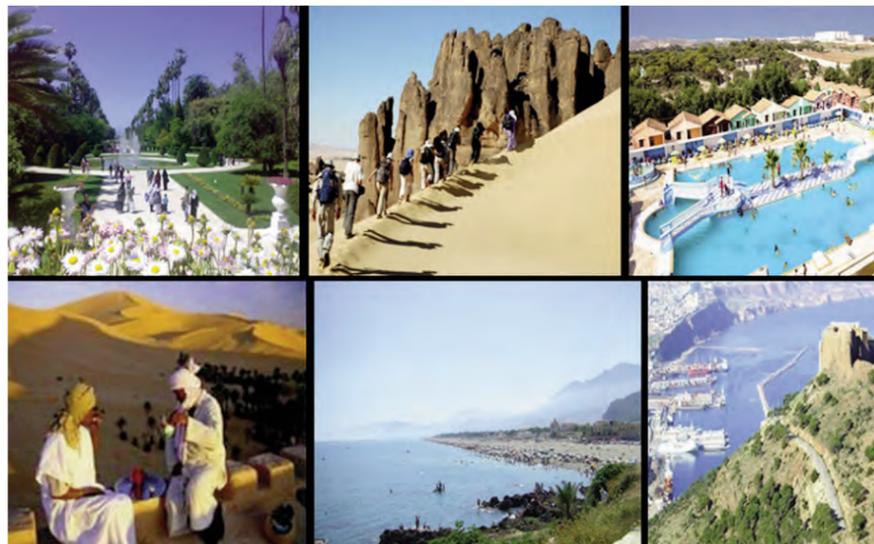
Tourisme

56 000 hectares attendent investissement

Selon le ministre du Tourisme, les Zones d'extension touristiques (ZET) d'une superficie totale de 56 000 hectares sont disponibles, elles sont destinées à l'investissement privé. Il n'appartient qu'aux investisseurs privés de postuler pour ces zones, dégagées pour l'investissement dans le secteur touristiques.

Conformément aux actions comprises dans le plan du gouvernement pour redresser, promouvoir et valoriser le potentiel touristique national, le ministre en charge du secteur multiplie les appels en directions des investisseurs potentiels en vue de participer à cet effort de valorisation de la richesse touristique en Algérie. Le défi pour le secteur du tourisme est, toutefois dépendant d'une «stratégie claire, selon les moyens disponibles, conformément au plan d'action du gouvernement». Cela, nécessite particulièrement un investissement conséquent afin de générer une plus-value économique et ce, à la faveur des mesures incitatives accordées par l'Etat dans, notamment, la promotion de la destination Algérie et de l'artisanat, a affirmé le ministre. Il est utile de rappeler que la nouvelle politique touristique nationale poursuit cinq objectifs majeurs à savoir, faire du tourisme l'un des moteurs de la croissance économique ; impulser par un effet d'entraînement, les autres secteurs économiques (l'agriculture,

le BTPH, industrie, artisanat, services), combiner la promotion du tourisme et l'environnement, promouvoir le patrimoine historique, culturel et culuel et enfin améliorer durablement l'image de l'Algérie. Durant cette année, le ministère du Tourisme a validé dix nouvelles zones d'expansion touristiques. Il s'agit des zones de Berbaâ, Le Bordj à Zaouiet Debbagh (Tinerkouk), Charef et Sidi Aïssa dans la wilaya d'Adrar (Région du Gourara à Timimoun), la zone d'expansion et site touristique d'Idlès (wilaya de Tamanrasset), de la zone d'expansion et site touristique de Oued Z'hour (wilaya de Jijel), d'El Macta (wilaya de Mostaganem), d'El Bayadh, de Sidi Ghilès (wilaya de Tipasa) et enfin de Aïn Sefra (El Mekhter) et Sidi Boudjemia (wilaya de Naâma). Chacune de ces zones, devra avoir un plan d'aménagement qui soit validé. Jeudi dernier, celui de la 2^e phase du plan d'aménagement de quatre zones d'extension touristiques à Oran a, finalement été approuvée. Les zones concernées sont Madagh,



Cap Blanc, Cap Falcon et la Corniche ouest des andalouses, selon une source de la Direction du tourisme de wilaya. Le dossier a été ficelé après que les études des zones de Mers El Hadjadj et celle d'Aïn Franine (Oran-Est) aient été finalisées. L'atout maître de la wilaya d'Oran est représenté par ses neuf ZET à savoir Madagh 1 et 2, Cap Blanc, Cap Falcon, Cap Carbon (Arzew), les

Andalouses, Aïn Franine, Kristel et Mers El Hadjadj. Deux plans d'aménagement touristique ont été validés et concernent Aïn Franine et Mers El Hadjadj. L'on saura que le programme d'équipement d'Aïn Franine compte 8 lots, avec un projet d'hôtel, un terrain de camping, deux résidences touristiques et un centre aqua-ludique.

S.B.

Selon Jean-Louis Levet L'Algérie en plein essor industriel



Il existerait, en Algérie un dynamisme industriel, «incontestable». C'est ce qu'a déclaré Jean-Louis Levet, Haut responsable à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne pour le gouvernement français, dans une interview à paraître dans le numéro de janvier du magazine Paris-Alger. Dans ce trimestriel consacré aux relations économiques, politiques et culturelles entre la France et l'Algérie, le responsable évoque une à une, les régions qu'il estime en plein essor économique et industriel. Il citera les deux wilayas de Sétif et Bordj Bou-Arréridj. Ces dernières, a-t-il dit, connaissent un «développement, notamment, dans l'électroménager, la mécanique, l'électronique et le bâtiment» et aspirent à créer des «écosystèmes nouveaux».

Il a cité également la ville de Ouargla qui connaît actuellement la réalisation de la ligne du tramway. Une fois achevé ce nouveau moyen de transport permettra de «redynamiser l'agglomération, en reliant la vieille ville aux nouveaux quartiers industriels et universitaires». «On voit bien que Ouargla est en train de rayonner vers Biskra, Ghardaïa ou Touggourt. On voit comment Blida se tourne vers Médéa et comment des réseaux de dizaines de PME se forment de Boumerdès à Tipasa, couvrant ainsi toute la Mitidja», a-t-il

expliqué, à ce propos. Pour ce qui est de la ville d'Oran, Levet estime qu'avec l'installation des deux usines «Renault-Peugeot», la wilaya est en passe de devenir «pôle automobile». «Derrière, il y a l'appel à des sous-traitants locaux, mais aussi à des sous-traitants d'autres régions de l'Algérie. Et derrière encore, il peut y avoir des équipementiers et sous-traitants français qui noueront des partenariats avec les PME algériennes pour contribuer à la fabrication de pièces», ajoute-t-il. Pour lui, ce partenariat dans l'industrie automobile devra également «mobiliser de nombreuses activités de services, entraînant la création de nombreux emplois indirects, notamment, avec la création de centres de formation par les opérateurs français». Il fera rappeler à ce propos, qu'un «emploi industriel créé en fait naître un à deux autres dans les services. Voilà un autre exemple d'essor d'un territoire». Pour conclure, le responsable notera que ces territoires «constitueront autant de plateformes industrielles pour favoriser la co-localisation entre entreprises françaises et algériennes, la diversification de l'économie algérienne, l'internationalisation de ses entreprises, petites et grandes, en particulier en Afrique».

Amel Driss / Ag.

Ressources en eau «La gestion des réseaux d'AEP gérés par les communes confiée à l'ADE à partir de 2019», affirme Necib

L'Algérienne des Eaux (ADE) prendra en charge la gestion de tous les réseaux d'eau potable (AEP) gérés par les communes au niveau national d'ici à la fin de 2019, a annoncé, ce lundi, à Relizane le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. Le ministre a indiqué, lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail et d'inspection de la wilaya, que son «département ministériel œuvre, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, pour intégrer la gestion de l'eau potable des communes vers l'ADE». «La gestion de l'AEP de 567 communes n'est pas intégrée à l'ADE au niveau national», a-t-il fait savoir, soulignant que la gestion totale du réseau sera confiée à l'Algérienne des Eaux en vue d'«améliorer les prestations et réduire les charges des communes». En visitant le barrage de Gargar (Oued Rhiou), Necib a rappelé que 10 barrages au niveau du pays souffrent d'envasement, à l'instar de ceux de Bouhanifia (Mascara), de Bengherza (Biskra) et de Gsab (M'Sila), signalant qu'une importante enveloppe a été débloquée au titre de la loi de finances 2018 pour lutter contre ce phénomène naturel suivant la priorité. Dans le même contexte, trois grands engins pour enlever la vase et le curage des barrages est en fabrication par une usine algérienne, qui devra les fournir fin mars 2018, a-t-il annoncé, relevant que la fabrication de ces engins est locale avec un taux d'intégration de plus de 70%. Le ministre a mis en service, lors de sa visite dans la wilaya de Relizane, l'alimentation en eau potable de la commune d'El Matmor à partir de la station de l'eau de mer dessalée d'El Macta (Oran). Il a aussi inspecté les travaux de raccordement des communes de l'Est (Oued Rhiou, Mazouna, Sidi M'hamed Benali, Mediouna et Ouarizane) au réseau d'eau de mer dessalée à partir de la station d'El Macta. Ce projet a atteint un taux d'avancement de 15%. L'alimentation de la wilaya de Relizane en eau de mer dessalée concerne 30 communes, dont neuf raccordées au 2^e semestre 2017.

Thala Ouguemad

Médecins grévistes Rencontre aujourd'hui entre le ministère de la Santé et les représentants des médecins résidents

Une rencontre est prévue ce jour entre le ministère de la Santé et les représentants des médecins résidents en grève ouverte depuis dimanche, a indiqué, ce lundi, le membre du Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA), Taïleb Mohamed. «Les membres du Collectif ont été invités par le ministère de la Santé à un dialogue sérieux mercredi pour écouter leurs revendications et parvenir à des solutions acceptées par toutes les parties», Taïleb, soulignant «la confiance des médecins résidents en la tutelle et le gouvernement et leur grand espoir quant à l'aboutissement de ce dialogue à des résultats positifs». Qualifiant de «très profonds» les problèmes auxquels est confronté le secteur de la santé, Taïleb a estimé que l'ouverture du dialogue est «un pas positif» pour trouver des solutions aux préoccupations soulevées. Il a salué également le travail de la commission mixte installée depuis quatre semaines pour examiner les revendications des médecins résidents, portant principalement sur l'abrogation du service civil, qui est, a-t-il dit, «contraire aux dispositions de la Constitution» et à l'égalité entre le médecin et le citoyen en matière de service militaire vu que «les médecins sont actuellement exclus des décisions de dispense

émanant du président de la République», en sus de «l'amélioration des conditions de travail et la garantie de la sécurité». Les médecins résidents en grève revendiquent également l'amélioration des œuvres sociales, l'amendement de la nouvelle loi portant conditions d'ouverture de laboratoires d'analyses pour les médecins biologistes, outre, l'accompagnement des praticiens de spécialités rares, à l'instar de l'autopsie et l'histologie, «en proie au chômage après 12 années d'études». Concernant le taux de suivi au 2^e jour de la grève ouverte, Taïleb a indiqué qu'il était «difficile pour l'heure de le déterminer avec précision vu qu'un grand nombre de médecins résidents sont actuellement en période d'examen et en raison de la nécessité de garantir un service minimum», avançant un taux approximatif de près de «80%». De son côté, le conseiller chargé de la communication au niveau du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Salim Belkacem a confirmé la tenue aujourd'hui d'une réunion avec les représentants de cette organisation syndicale pour «présenter des propositions et trouver des solutions aux revendications des médecins grévistes».

Yasmine Derbal

Réception et lancement de chantiers La résorption de la crise du logement demeure une priorité

L'engagement du secteur de l'habitat de l'urbanisme et de la ville, relatif à la livraison des logements des différentes formules reste de rigueur. Plusieurs unités ont été livrées à leurs propriétaires depuis le début de l'année en cours alors que d'autres attendent le lancement même du chantier.

Le ministre du secteur, Abdelwahid Temmar a indiqué, ce lundi, lors d'une rencontre d'évaluation, première du genre, avec les directeurs de wilayas en présence des cadres et des partenaires du secteur que quelque «234 000 logements de différentes formules, ont été livrés au cours des 11 premiers mois de 2017». L'objectif n'est cependant pas encore atteint car le secteur, doit livrer «1.6 million d'unités d'ici la fin du quinquennat (2015-2019)». S'agissant des logements types location-vente (AADL), le secteur se doit d'entamer la réalisation des 87 000 logements qui n'ont pu être lancés au niveau de 20 wilayas. Ceci amène le chiffre à 120 000 logements de cette même formule à devoir être réalisés au cours de l'année 2018. Selon les chiffres présentés par le ministre il y a de cela quelques jours, le nombre des logements AADL accusant un retard de réalisation s'élève à «38 450 unités dont 24 851 logements en cours de réalisation par des entreprises étrangères et 13 600 unités confiées à des entreprises algériennes». L'exécution de ces projets requiert, en effet, un suivi sur terrain pour

éviter que les erreurs du passé ne soient reproduites. Précédemment, le ministre avait adressé un dernier avertissement aux entreprises réalisatrices.

Abdelwahid Temmar avait instruit les entrepreneurs «à pallier à la situation dans les plus brefs délais sous peine de résiliation de leurs contrats». Cette mise en garde sera soutenue par une intensification des sorties sur le terrain et la mobilisation d'équipes de contrôle, comme indiqué par le ministre. Outre la réalisation de ces formules et la livraison de ceux achevés, la stratégie du secteur repose également sur la diversification de l'offre à travers la relance d'une nouvelle formule de logement.

Il s'agit du logement promotionnel aidé (LPA) que l'on dit accessible aux citoyens à revenu moyen. Le ministre a donc annoncé le lancement en 2018 de la réalisation de «70 000 unités LPA pour redynamiser l'activité foncière». Une réunion est prévue pour fixer les montants des loyers.

La réalisation de cette stratégie ministérielle nécessite, outre, le suivi, un financement supplémentaire. C'est à cet effet que le ministre a appelé les directeurs locaux,



Ph : L'Echo d'Algérie ©

notamment, ceux des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) à la «mobilisation des ressources financières à travers la dynamisation des organes en charge du recouvrement du loyer».

Les directeurs locaux ont été quant à eux

instruits de promouvoir la nouvelle mesure contenue dans la loi de finances 2018 relative à la cession de la propriété, dès la signature de la LF 2018 par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika prévue mercredi prochain.

Amel Driss

Finances

Le financement non conventionnel, une mesure pour contribuer au maintien de la dynamique des investissements publics



Le financement non conventionnel a été l'une des mesures financières phares prises par le gouvernement en 2017 dans le but de préserver la dynamique des investissements publics à travers le financement des déficits du budget de l'Etat et de la dette publique interne.

La crise financière sévère, induite par la dégringolade des prix pétroliers depuis juin 2014, s'est traduite, notamment, par l'épuisement du Fonds de régulation des recettes en février 2017, amenant le gouvernement à mettre en place ce dispositif transitoire. Conformément aux directives du président de la République, l'Exécutif a ainsi opté, dans le cadre de son plan d'action, pour l'endettement direct du Trésor auprès de la Banque centrale durant une période transitoire de cinq ans, écartant l'endettement extérieur et l'introduction de nouveaux impôts. Le financement non conventionnel, rendu possible grâce à un amendement de la loi sur la Monnaie et le Crédit, a été retenu pour le financement exclusif des dépenses d'investissement, au moment où les banques se retrouvaient confrontées à une forte raréfaction des liquidités. Ce financement devrait ainsi permettre le paiement des dettes des entreprises publiques en faisant injecter quelque 1000 milliards de dinars dans le réseau bancaire. En plus, le déficit budgétaire de 2017 a été totalement couvert grâce à l'émission de 570 milliards de dinars en recourant à ce mécanisme financier. Outre, la couverture

des besoins du Trésor public, ce financement permettra le remboursement de la dette publique interne, notamment, les titres de l'Emprunt national pour la croissance levé en 2016, les titres émis en contrepartie du rachat de la dette bancaire de Sonelgaz et ceux émis au profit de la Sonatrach en compensation du différentiel sur les prix des carburants importés et de l'eau dessalée.

Il offre aussi au Trésor public la possibilité de doter en ressources le Fonds national d'investissement (FNI), au titre des prises de participation de l'Etat dans des investissements ou de financements à long terme de programmes publics d'investissements. Conscient que cette réponse financière à la crise est loin d'offrir une solution miraculeuse aux problèmes structurels de l'économie nationale, le plan d'action du gouvernement, adopté en 2017, a étroitement lié la mise en œuvre de ce financement par la concrétisation urgente de réformes structurelles devant conduire à une amélioration de l'efficacité et de la compétitivité de l'économie nationale.

L'objectif visé par ce dispositif, qui sera suivi de très près par une instance de contrôle, est d'aboutir, au bout de cinq ans, au rétablissement des équilibres de la trésorerie de l'Etat et de la balance des paiements.

2017, année de la trajectoire budgétaire

En attendant l'aboutissement de ces réformes structurelles, l'année 2017 a amorcé une trajectoire budgétaire s'étalant jusqu'à 2019. La loi de finances 2017 a marqué le début de cette trajectoire qui vise la rationalisation des dépenses publiques et l'optimisation des ressources ordinaires. Après plusieurs années de hausses successives des dépenses, encouragées par des entrées record de la fiscalité pétrolière, le gouvernement s'est engagé dans la rationalité budgétaire, voire de pragmatisme budgétaire. Il s'est ainsi fixé, de 2017 jusqu'à 2019, un double objectif, à savoir la rationalisation et le plafonnement des dépenses au niveau de celles de 2015, soit 7.000 milliards de dinars, tout en prévoyant une hausse annuelle d'au moins 11% du produit de la fiscalité ordinaire. Alors que la loi de finances de 2016 proposait des recettes en baisse, celle de 2017 a tablé sur une hausse de

13% des recettes. Plus pragmatique, cette loi a revu à la hausse le prix de référence du baril de pétrole en le portant à 50 dollars contre 37 dollars depuis 2008.

Mais en dépit de cette rationalisation budgétaire, l'Etat reste résolument attaché à une dépense sociale soutenue en 2017 puisque les transferts sociaux ont représenté cette année près du quart du budget global.

Parallèlement à cette démarche, le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de la feuille de route pour le redressement des finances publiques, visant à assurer la soutenabilité de la dépense, garantir une répartition équitable des transferts sociaux au bénéfice de la population, stimuler l'activité économique, restaurer à moyen terme l'équilibre du budget de l'Etat, améliorer les recouvrements fiscaux et réformer la fiscalité locale.

En outre, un nouveau code des douanes a été adopté afin de promouvoir la mission économique et sécuritaire des douanes et mettre l'administration douanière au diapason des nouvelles mutations de l'environnement international, et ce, à travers plusieurs axes de réforme.

Pour ce qui est du secteur bancaire, l'année 2017 a été marquée par la détermination des autorités à introduire les produits de la finance islamique, même si le lancement effectif de ce type de produits semble timide.

En plus des liquidités rendues disponibles grâce au financement non conventionnel, la Banque d'Algérie a poursuivi l'abaissement des réserves obligatoires des banques pour renforcer les liquidités de ces dernières ce qui leur a permis de générer 347 milliards de dinars de liquidités supplémentaires en 2017.

Par ailleurs, malgré la crise financière, les crédits d'investissement accordés par les banques à l'économie ont affiché une croissance de 7% durant le premier semestre de l'année. D'autre part, les banques publiques ont procédé en 2017 à l'effacement de 27 milliards de dinars de dettes au profit d'entreprises créées dans le cadre de l'Ansej alors que d'autres projets inscrits dans le cadre de ce dispositif ont connu un rééchelonnement de leurs créances bancaires. Quant aux réserves de change du pays, elles ont baissé sous le seuil des 100 milliards \$ à la fin de l'année 2017.

H.H. / Ag.

23^e opération de relogement dans la wilaya d'Alger Des LPL et des LSP au profit de 3000 familles

La 1^{re} étape de la 23^e opération de relogement dans la wilaya d'Alger a été lancée, hier, au profit de 3000 familles sur un total de 8000 qui bénéficieront de logements publics locatifs (LPL) et sociaux participatifs (LSP), a annoncé, ce lundi, le wali d'Alger Abdelkader Zoukh.

Cette étape qui concernera plus de 3000 familles, dont 2000 bénéficieront de LPL et plus de 1000 de LSP, vivant dans des bidonvilles, des chalets et des habitations précaires permettra la récupération de 13 hectares, a précisé Zoukh lors d'une conférence de presse, soulignant que la superficie totale récupérée à ce jour représentait 400 hectares. Pour «éviter l'apparition de nouveaux bidonvilles, il est procédé à la démolition de toute construction illégale», a fait savoir le wali d'Alger qui a ajouté que plus de 1400 constructions illégales avaient été démolies jusqu'à présent dans la wilaya d'Alger. Les assiettes récupérées seront transformées soit en espaces verts soit dédiées à des projets de développement au profit de la population de la wilaya, a-t-il affirmé. Zoukh a fait savoir que cette 23^e opération de relogement sera suivie d'autres opérations similaires, ajoutant que la wilaya d'Alger a tracé les grandes lignes de la 24^e opération (sans en préciser la date ou les bénéficiaires).

Le programme du logement aidé sera également relancé, a-t-il annoncé. S'agissant des familles qui souffrent d'«exiguïté», Zoukh a indiqué que l'objectif majeur de la wilaya était de faire bénéficier les familles qui cohabitent dans un seul appartement de

logements individuels pour chaque famille», soit «une famille demeure dans l'appartement et les autres bénéficient de logements sociaux», a-t-il expliqué.

Les sites concernés par le relogement et les nouveaux sites d'accueil

La 1^{re} étape de la 23^e opération de relogement concerne, pour les 2000 familles devant bénéficier de LPL, 9 circonscriptions administratives et 16 communes. Il s'agit du bidonville Oued-El Karma (zones A B C) à Gué-de-Constantine, les familles habitant à côté du stade communal d'Hydra et le bidonville «Grand Rocher» à Aïn Bénian. L'opération touchera, aussi, le bidonville Rouchai-Boualem à Ouled Fayet, le site jouxtant le groupement d'intervention rapide à Chéraga, le bidonville se trouvant sur l'assiette réservée à la réalisation d'un projet hydraulique à Aïn Bénian, le quartier populaire Mahieddine (Sidi M'hamed) et le bidonville situé à 15 rue Mohamed-Belkacemi (El Madania). Sont également concernés, les habitants des bidonvilles de Aïn Zeboudja (El Biar), La Carrière (Kouba), Casoral (Zéralda), Rokhi (Souidania) ainsi que les chalets à Douira et les points noirs à Douira, Khraïcia, Baba Hassan et Draria.



Par ailleurs, le wali d'Alger a précisé que «62 familles seront relogées dans le cadre des recours acceptés par la commission ad hoc». Les sites d'accueil des familles concernées sont la cité 306 logements (Douira), la cité 416 logement (Ouled Fayet), la cité 430 logements (Aïn Bénian), la cité 232 (Ouled Fayet), la cité 330 logements (Douira), la cité 103 logements (Rahmania) la cité 300 logements à Zaâtria (Mahelma) et la cité 80 logements (Hammamet). La remise des clés des LSP et des logements sociaux concernant 1124 familles de Hydra et Hammamet aura

lieu jeudi prochain au niveau de la salle omnisports de Chéraga pour les cités 1348 logements (Aïn Bénian) et 24 logements (Birtouta).

Quant aux clés des LPL, elles seront remises, dans le cadre des comités de logement ad hoc des communes de Hydra et Hammamet, au profit de 160 familles au niveau de la cité 500 logements à Hammamet et à la cité 416 logements à Ouled Fayet pour la commune d'Hydra.

Houda H./Ag.



Parc hôtelier de Tizi-Ouzou Plus de 7100 nuitées passées par des étrangers durant les 10 premiers mois de 2017

Le parc hôtelier de la wilaya de Tizi-Ouzou totalise 7121 nuitées passées par des touristes étrangers durant les dix premiers mois de l'année en cours, a indiqué, ce lundi, auprès du directeur du tourisme et de l'artisanat.

Selon un bilan couvrant la période allant du premier janvier au 31 octobre 2017, ces 7121 nuitées ont été enregistrées sur un total de 104 691, dont 97 570 enregistrées sur les arrivées de nationalité algérienne, a indiqué Rachid Gheddouchi. S'agissant de la fréquentation par nationalité, ce même responsable a observé que les Italiens arrivent en tête en matière de nuitées passées dans les hôtels de la

wilaya. Ils sont suivis par les Français, puis les Espagnols et en dernière position par les Tunisiens.

Le bilan fait état également d'un total de 83 900 arrivées enregistrées durant la même période dont 81 701 sont de nationalité algérienne et 2199 étrangers, a indiqué Gheddouchi, qui a observé que la réouverture des six hôtels publics qui sont en cours de réhabilitation et de modernisation, à savoir El Arz, Tamgout, Amraoua, Lalla Khedidja, Belloua et Bracelet d'argent, portera à la hausse le nombre des nuitées et des arrivées de touristes dans les hôtels de la wilaya.

Blida

Chrèa veut son quota de logements

La commune de Chrèa (hauts de Blida), comptant officiellement plus de 5000 habitants n'a pas bénéficié de programme de logement depuis 1999. Durant le mandat de l'actuel président de la République, seulement 12 logements ont été réalisés avec le budget de la commune, mais à moitié finis. Aujourd'hui, ils sont délaissés et fragilisés par les aléas du temps. Une tare au milieu d'un endroit féérique par la richesse de sa flore et de sa faune. Chrèa est victime de son emplacement géographique en altitude, de son statut de zone protégée, interdisant les constructions et le manque de volonté des autorités qui se sont succédé à l'APC. Pourtant, Chrèa a tous les avantages pour sortir de son isolement à travers de nouvelles infrastructures, notamment, le logement et les équipements d'accueil répondant aux normes des montagnes. Lors de la dernière réunion du conseil de wilaya, le P/APC de Chrèa, M. Biskra, a déclaré que cette commune a une assiette foncière dont le bien est communal qui peut accueillir 30 logements. «J'espère qu'un nouveau quota de logements soit attribué à Chrèa pour répondre à la demande de ses habitants», déclare-t-il. Au sujet de l'opération des 12 logements restés à l'abandon, le P/APC demande au wali de trouver une solution à ce problème afin de mettre fin à la défiguration du site, soit une enveloppe pour terminer les travaux ou bien les attribuer aux citoyens et c'est à eux de reprendre les travaux à leur compte. Il est à signaler qu'on ne délivre pas de permis de construire d'un logement sur toute la région de Chrèa vu son statut de zone classée et protégée, mais au fil des ans, les familles s'agrandissent et les besoins en logements deviennent une nécessité. Penser à construire avec des matériaux qui ne polluent pas (bois...) et, selon l'environnement de montagne serait la bonne solution...

B.B.

Boumerdès L'installation des vice-présidents de l'APW fait des mécontents

Ce qui était rumeur s'est confirmé, hier, lors de la première session de la nouvelle assemblée populaire de wilaya issue des locales du 23 novembre. A la prise de parole du nouveau P/APW Gana Azzedine (MPA), annonçant les trois vice-présidents, qui sont Mokrani (FFS), Djanati (FEM) et Ibaoui (FLN), les élus du RND avec 9 sièges obtenus, l'ANR avec 6 sièges et une partie du FLN, 9 sièges, ont laissé apparaître leur mécontentement après avoir eu la confirmation de ne pas bénéficier de vice-présidence, d'ailleurs à la fin des travaux de cette session, une motion de rejet signée par les partis écartés a été lue par un élu du RND et remise au président, mais réceptionnée dans une indifférence totale par ce dernier. Prenant la parole pour remettre les choses en place et anticiper sur toute velléité de blocage de la future assemblée, Abderrahmane Madani Fouatih dira «Nous devons œuvrer pour le développement local, et être réceptifs aux vœux du citoyen, car beaucoup de défis nous attendent et nous devons tous «tirer dans la même direction» Plus directe et au vu du climat de cette session, il ajoutera «Au lendemain de chaque élection, on doit oublier sa couleur partisane car la stratégie globale de la wilaya doit être le souci majeur de l' élu». Rappelons que le nouveau P/APW issu du MPA n'a récolté que 8 sièges, derrière le FLN et le RND avec 9 sièges pour chaque formation, mais une coalition avec le FFS (6 sièges), le Front El Moustakbel (5 sièges) en



plus des trois transfuges du FLN, Gana a été élu président pour composer ensuite avec ses coalisés, s'attirant les foudres du RND, de l'ANR et des 6 élus du FLN laissés sur la carreau. Ainsi, Gana et les 42 élus composant la nouvelle assemblée ont bien du pain sur la planche en cette période de vaches maigres ou des centaines de projets subissent le gel dû à une crise économique qui n'est pas près d'être jugulée. Un contexte difficile que les élus devront savoir gérer s'ils veulent répondre positivement aux doléances du citoyen à qui monts et merveilles ont été promis durant la campagne.

Annaba - 2017

Des potentialités et des programmes pour transformer la wilaya en pôle d'attraction touristique

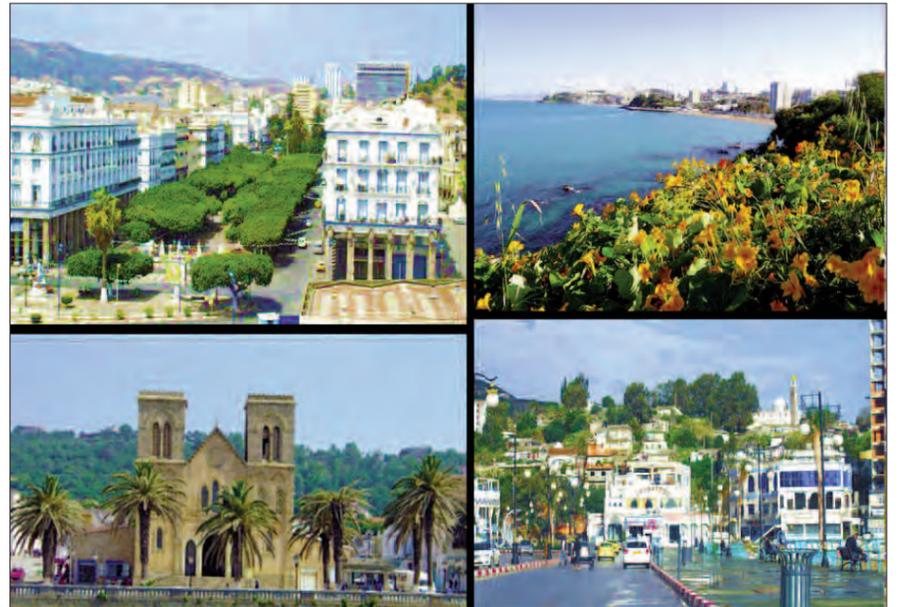
Le secteur du tourisme a connu, en 2017, à Annaba, une dynamique sans précédent avec plusieurs projets de relance et d'initiatives innovantes de valorisation des potentialités touristiques locales en associant tous les acteurs en vue de transformer la wilaya en région d'attraction touristique.

Les capacités actuelles d'accueil de la wilaya qui sont de 4629 lits offerts par 45 établissements hôteliers dont 7 classés se renforceront à court terme de 2500 lits grâce aux nouveaux projets et opérations de réhabilitation et extension en cours, assure-t-on à la Direction du tourisme et de l'artisanat. La majorité des projets affichant plus de 70 % de taux d'avancement des travaux est située dans la ville d'Annaba tandis que 18 projets d'hôtels, de résidences touristiques, de chalets et de complexes sont domiciliés dans les zones d'expansion touristique de Seraïdi et Chetaïbi, est-il indiqué de même source. Cette stratégie de développement touristique commence à porter ses fruits avec la réouverture après restauration et réhabilitation de l'hôtel d'Orient donnant sur la place de la Révolution en plein cœur de la ville d'Annaba qui reconquiert ainsi un de ses joyaux architecturaux avec des services orientés vers la promotion du tourisme urbain et tourisme d'affaires. Cette orienta-

tion est confirmée avec aussi la réouverture de l'hôtel El Hoggar sur la place saint George au terme d'une opération de réhabilitation. Une opération similaire a été lancée à l'hôtel international Seybous qui est le premier établissement hôtelier moderne ouvert dans la Coquette en 1975 avec une capacité de 518 lits. Lancée en septembre 2017, la requalification de cet hôtel relevant de l'Entreprise de gestion touristique d'Annaba permettra de l'élever au rang d'établissement 5 étoiles offrant des services de haut standing, d'espaces de détente, de loisirs, de shopping et d'affaires de haute classe, assurent des responsables locaux. Il sera procédé dans la même optique à la réhabilitation de l'hôtel El Mountazah de Seraïdi construit en 1971 avec une capacité d'accueil de 202 lits. L'établissement qui joint de vues magnifiques sur les forêts de l'Edough et sur la plage au sable doré d'oued Bagrat sera transformé en complexe touristique 4 étoiles avec des services ciblant en premier les familles et les sélections sportives. La demande des équipes sportives devra croître avec la perspective de réouverture du centre d'éducation physique de Seraïdi dans «les prochains mois», est-il indiqué.

Cinq nouvelles zones d'expansion touristique

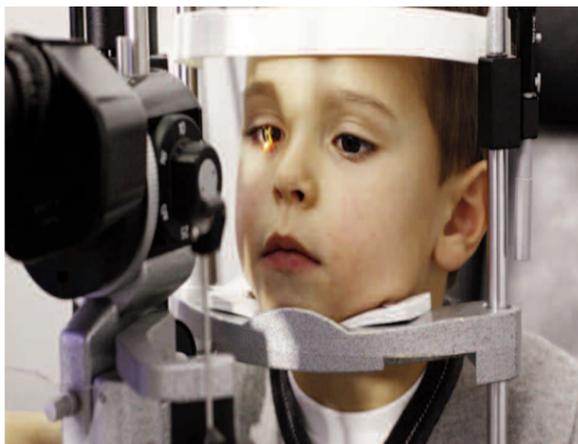
Région côtière, Annaba s'oriente vers le développement du tourisme balnéaire avec la délimitation de cinq zones d'expansion touristique à Chetaïbi, la baie occidentale et la corniche d'Annaba, Oued Bagrat et Sidi Salem. Le plus important projet lancé sur le



littoral de Chetaïbi est le projet annoncé «ami de l'environnement» du camp familial (3 étoiles) dont la réception est prévu pour l'été 2018 avec des chalets de 880 lits, des services multiples incluant notamment des jeux aquatiques et des restaurants classés. Dans ce cadre, les investisseurs porteurs de projets d'écotourisme sont encouragés à implanter à Seraïdi des villages touristiques qui favorisent la promotion de tourisme de montagne et attirent les amoureux de la nature. Annaba s'oriente ainsi par des pas fermes vers les développements d'activités

attractives de touristes avec l'apparition de plusieurs clubs dont celui des parapentes et Seraïdi Adventures qui attirent de nombreux jeunes du pays et de l'étranger par les meetings et tournois qu'ils organisent sur les monts de l'Edough. Cette dynamique suscite l'intérêt des jeunes affiliés aux diverses associations sportives et culturelles qui multiplient les tournois et initiatives de randonnées et de circuits de tourisme culturel vers les vestiges de Bouna et de la ville romaine.

Bouhabila Y.



Une trentaine de médecins généralistes et de sages-femmes issus de sept wilayas dans l'Est du pays prennent part à un stage de formation au diagnostic précoce des maladies ophtalmiques chez les enfants de moins de trois ans ouvert

Batna

Stage sur le diagnostic précoce des maladies ophtalmiques chez les enfants

lundi à Batna. Ces praticiens et sages-femmes en poste dans les services de protection de la maternité et de l'enfance seront formés au diagnostic correct durant les trois premières années de vie de l'enfant de maladies de l'œil dont le strabisme, la myopie et le cancer de l'œil, a indiqué le docteur Salma Gougam, de la Direction de la formation continue au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. «Le diagnostic rapide permet une prise en charge rapide, une meilleure efficacité des traitements et des chances de guérison pouvant atteindre parfois 100 %», a précisé cette praticienne, soulignant que le choix des généralistes et des sages-femmes est lié au fait qu'ils sont généralement les plus proches des enfants et de leurs parents. Ce stage qui se tient à l'Institut national supérieur

de formation paramédicale est le quatrième à être tenu à l'échelle nationale après ceux du Sud, du Centre et de l'Ouest, a précisé la même source, soulignant que le ministre de la Santé insiste particulièrement sur le diagnostic précoce des maladies de l'œil et de l'oreille chez les jeunes enfants au niveau des services de maternité et de l'enfance. La première journée du stage est consacrée à la théorie et la seconde sera orientée vers la pratique, a ajouté la même source. L'encadrement du stage réunissant 16 généralistes et 16 sages-femmes (de Tébessa, Guelma, Constantine, Bordj Bou-Arréridj, Souk Ahras, Mila et Batna) est assuré par 4 maîtres assistants spécialistes d'Oran et d'Alger, selon le directeur de l'institut national supérieur de formation paramédicale, Kamel Mezmaza.

Souk Ahras

Plantation de 6381 hectares d'oliviers

Une surface de 6381 hectares d'oliviers a été plantée dans la wilaya de Souk Ahras, au titre du programme de développement rural, géré par la Conservation des forêts et financé par le Fonds de développement rural du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a-t-on appris, ce lundi, auprès de la Conservation des forêts. Ce programme a ciblé les 26 communes de cette wilaya dont des régions steppiques et montagneuses, a précisé le chef du service de la diversification du patrimoine et de la préservation des terres au sein de cette institution Mahmoud Mouafek. La surface plantée est répartie sur plusieurs communes dont 386 hectares pour la localité de Terraguel, Ouled Idriss (386 hectares), Oued Keberit (915 hectares), Taoura (405 hectares), Zaârouria (289 hectares) Henancha (384 hectares), Dréa (370 hectares) en plus de 290 hectares dans la commune de Heddada, a-t-il détaillé. Ces actions portant chaque année sur la plantation de 100 hectares et l'entretien de la superficie plantée, ont permis la valorisation des terres, l'augmentation de la production oléicole, la création des huileries et des unités de transformation ainsi que la création d'emplois, ajoute la même source. Dans la wilaya de Souk Ahras, la surface plantée en oliviers a atteint 8500 hectares totalisant 1,5 million d'arbres dont 680 000 sont entrés en production, à la faveur de la concrétisation du programme de plantation d'arbres fruitiers, initié par la Direction des services agricoles (DSA), avec la collaboration de la Conservation des forêts. L'accompagnement régulier des fellahs de cette filière et leur adhésion aux différentes sessions de formation organisées autour de l'itinéraire technique de la filière oléicole ont amplement contribué au développement de ce créneau dans la wilaya, ont indiqué, de leur côté, les responsables de ce secteur.

Constantine

Plus de 5000 foyers sans gaz de ville dans des agglomérations

Plus de 5000 foyers non alimentés en gaz de ville ont été recensés dans des agglomérations réparties sur les 12 communes de la wilaya de Constantine par les services de la Direction de l'énergie, a révélé la responsable de cette direction, Rokia Bentorki. Une commission composée de représentants de la Direction de l'énergie, de la Société de distribution de l'électricité et du gaz et des APC a procédé à ce recensement qui a nécessité six mois d'inspection de terrain. Une partie du budget de wilaya a été affectée par le chef de l'exécutif local, Abdessami Saïdoun, pour raccorder ces foyers et les procédures pour l'engagement des travaux sont en cours avec une priorité pour les habitations rurales regroupées. Une série de mesures a été prise pour assurer la régularité des approvisionnements en bouteilles de gaz, dont la désignation de personnes chargées d'assurer le contact avec l'entreprise Naftal et la mobilisation de camions de la même société pour assurer la distribution de ces bouteilles dans les

zones ne disposant pas de points de vente, a ajouté Rokia Bentorki. Des stocks de bouteilles de gaz ont été constitués au niveau des points de vente pour pallier toute perturbation, a-t-elle affirmé, assurant que toutes les opérations de raccordement au réseau de gaz naturel du programme quinquennal 2010/2014 ont été exécutées portant le taux de couverture de la wilaya à 91 %.

TEBESSA

Une large campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole, en milieu scolaire dans la wilaya de Tébessa, a été lancée par la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya en coordination avec la Direction de l'éducation. Pas moins 85 720 doses ont été mobilisées pour assurer cette opération de vaccination ciblant les élèves des cycles primaire et moyen, âgés entre 6 et 14 ans, a indiqué le chef de service de la prévention auprès de la DSP, Mohamed Salmi.

Brève

Mostaganem

9 opérations d'amélioration de l'AEP en 2018 au profit des zones éloignées

Neuf opérations d'amélioration de l'alimentation en eau potable seront réalisées en 2018 dans la wilaya de Mostaganem, au profit des habitants des zones éloignées, a-t-on appris du directeur des ressources en eau, Moussa Lebga.

Ces opérations dotées de 285 millions de dinars permettront la réalisation de neuf nouveaux réservoirs d'eau potable d'une capacité totale de 7850 mètres cubes dans les communes de Achaacha, Mansourah, Hassiane, Sidi Lakhdar, Ouled Boughalem et Hadjadj. Ces projets contribueront à augmenter le ratio en eau potable par habitant dans les zones rurales de la wilaya et renforceront les capacités de stockage permettant une distribution régulière. Lebga a ajouté que le réseau d'AEP de Mansourah sera doté de trois opérations pour alimenter la commune et ses villages de Zaïmia et Douaïdia en eau avec deux réservoirs de 250 m³ chacun (62 millions

DA) et un réservoir de 1000 m³ (25 millions de dinars). Les capacités de stockage de la commune de Sidi Lakhdar seront revues à la hausse avec la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 200 m³ pour alimenter la population de Ouled El Hadj et Ouled Hassan, pour un investissement estimé à 35 millions de dinars. La commune d'Achaacha à l'est de Mostaganem verra la réalisation d'un réservoir d'eau de 500 m³ pour un coût de 50 millions de dinars, celle de Hadjadj d'un réservoir de 5000 m³ pour un coût de 70 millions de dinars et celle d'Ouled Boughalem d'un autre d'une capacité de 200 m³ au profit des villages de Assaimia et Kraitia, pour un investissement de 10 millions de dinars. Quant à Hassiane, elle sera dotée d'un réservoir de 250 m³ (31 millions de dinars). L'année prochaine verra la mise en service du réseau d'AEP reliant les dix derniers villages des communes de Bouguirat, Souafia, Safsaf, Sirat et Sour, pour une enveloppe de 300 millions de dinars. Dans certaines régions, l'approvisionnement en eau de 1 jour sur trois sera amélioré jusqu'à une distribution en H24, en plus des projets de sécurisation du stockage



en cas de défaillance technique pour maintenir une distribution normale durant 48 heures. En outre, la direction de tutelle a programmé pour l'année prochaine des opérations pour mettre fin aux fuites d'eau

qui engendrent la perte d'environ 10 000 m³ d'eau par jour, ce qui représente 5 % des ressources en eau produites au niveau de la wilaya de Mostaganem.

Azzouz M'hand

Affaire des sardines jetées à la mer à Mostaganem

Poursuites et sanctions contre les mis en cause

Des poursuites seront engagées contre le mandataire de la pêche de la Salamandre et des sanctions seront infligées contre les contrôleurs de l'entreprise de gestion des ports et abris-pêche de la wilaya de Mostaganem, suite au tollé suscité par une vidéo montrant la destruction d'une grande quantité de sardines, a-t-on appris auprès de la Direction de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques. Selon un communiqué de cette direction, le mandataire de la pêche de Salamandre «est responsable de la destruction illégale et injustifiée de cette quantité de sardines, montrée dans cette vidéo.» Les investigations menées, dimanche, sur instruction du wali de Mostaganem ont montré que la production halieutique détruite était impropre à la consommation et cette vidéo a été filmée en juillet dernier, lors de la campagne de pêche de la sardine très abondante à cette période de grandes

chaleurs. «Le mandataire concerné n'a pas pu écouler la quantité pêchée à 300 DA le kilo. Cette situation l'a conduit à jeter à la mer les quantités invendues et devenues impropres à la consommation du fait de la chaleur et de la non-utilisation de la glace», a-t-on indiqué dans le communiqué, précisant que «les procédures réglementaires d'usage en de pareils cas n'ont pas été respectées». Selon le même document, l'enquête a également relevé que les contrôleurs de l'entreprise de gestion des ports et abris-pêche n'étaient pas sur les lieux, alors que leur mission était d'appliquer la loi contre ce mandataire contrevenant. L'entreprise de gestion des ports et abris-pêche prendra des mesures disciplinaires contre ces agents défaillants «devant cet acte irresponsable et inacceptable», a-t-on précisé. Par ailleurs, le communiqué précise qu'à l'issue des investigations, des mesures urgentes ont été

prises pour que de pareils cas ne se reproduisent plus au niveau de toutes les pêcheries. Il s'agit, entre autres, d'imposer aux mandataires l'utilisation de la glace, au niveau des pêcheries et des plans d'eau pour conserver leurs produits, de contrôler rigoureusement la destruction des produits avariés et d'informer les parties intéressées sur les méthodes réglementaires de destruction des quantités de poissons impropres à la consommation. La diffusion, jeudi dernier, sur les réseaux sociaux, d'une vidéo montrant des individus jetant à la mer des quantités de poissons a suscité une vague d'indignation des internautes à cause des propos tenus dans cette capsule selon lesquels les pêcheurs ont préféré détruire cette production pour maintenir un prix d'achat élevé au niveau de la pêche de Mostaganem. Les Mostaganémois avaient considéré cet acte «lâche et inhumain».

A. Z.

Saïda

Formation de plus de 700 jeunes aux premiers secours

Pas moins de 717 jeunes de Saïda ont bénéficié d'une formation aux premiers secours depuis 2015, a-t-on appris du comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien (CRA), initiateur. Le président du comité, Hakoum Brahim, a indiqué que les formés ont reçu une initiation théorique et pratique d'un mois et demi sur les interventions pour sauver des personnes en danger. Cette formation est dispensée par des spécialistes en premiers secours relevant du CRA. Cette session de formation est couronnée par la remise de diplômes aux stagiaires. Inscrite dans le cadre du programme «un secouriste par famille», cette opération vise à renforcer les connaissances des citoyens en bases et principes sains du secourisme. A noter que 192 jeunes de Saïda ont été formés cette année dans ce domaine au siège du comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien.

Mascara

320 familles relogées à Sig et Zahana

Les clés de 320 logements sociaux et promotionnels aidés ont été remises, ce lundi, aux bénéficiaires des villes de Sig et Zahana (wilaya de Mascara). Présidée par le wali de Mascara, Mohamed Lebka, cette opération a été marquée à Sig par la remise des clés de 200 LPA au nouveau pôle-est de la ville réalisée par l'agence foncière de wilaya. Les bénéficiaires ont exprimé leur joie, surtout que l'opération a coïncidé avec les vacances scolaires d'hiver leur permettant de réinscrire leurs enfants dans une nouvelle école avant la reprise des cours. Le chef de l'exécutif de la wilaya a procédé, à Zahana, à la remise des clés de 120 logements sociaux locatifs. A l'occasion, il s'est engagé devant les citoyens à fournir tous les efforts requis pour l'achèvement des logements tous programmes confondus, en cours de construction dans la wilaya, annonçant la programmation de la remise de 712 logements avant la fin de l'année en cours dans différentes communes de la wilaya.

Oran

Lancement prochain d'une étude pour la réalisation d'un incinérateur de déchets hospitaliers

Une étude pour la réalisation d'un incinérateur de déchets d'hôpitaux à Oran sera lancée en début d'année 2018, a annoncé, ce lundi, la directrice de l'Environnement, Dahou Samira. La Direction de l'environnement prendra en charge la réalisation de cette étude qui fixera le lieu de cet incinérateur dans un délai de trois mois au plus tard, a indiqué Samira Dahou, signalant qu'une autre étude concernant la concrétisation du projet sera élaborée la même année.

Ce projet est une priorité pour le secteur afin de se débarrasser définitivement du problème des déchets hospitaliers en application du plan de wilaya de gestion des déchets spéciaux, approuvé par la commission de wilaya en mai dernier, a ajouté la responsable. Elle a indiqué, dans ce contexte, que le projet s'insère dans le cadre de la stratégie du secteur, en collaboration avec un bureau d'études privé ayant pris en charge la réalisation du plan de gestion des déchets hospitaliers spéciaux, «afin d'avoir une vision globale sur le mode de traitement et d'élimination des déchets». Le projet sera réalisé dans le cadre de l'investissement privé, a-t-elle fait savoir, signalant que la Direction de wilaya de l'environnement a reçu trois demandes d'opérateurs privés

implantés dans les zones industrielles d'Es Sénia, d'Oued Tlélat et de Misserghine. Un des opérateurs privés a effectué une étude d'impact sur l'environnement dans la zone industrielle d'Es Sénia, qui prend en charge actuellement le traitement de 300 kg/heure de déchets des établissements hospitaliers qui sont transformés en poudre pour être ensuite transférés vers le centre

d'enfouissement technique. S. Dahou a précisé que le volume des déchets des hôpitaux est estimé, actuellement dans la wilaya d'Oran, à 7000 tonnes/an et est appelé à augmenter à 9000 t/an dans les prochaines années après la réception d'infrastructures sanitaires en cours de réalisation dont deux à Oued Tlélat et Gdyl.

Lehouari K.

Tissemsilt

Programme de formation pour le développement des filières liées à l'informatique

L'Institut national spécialisé en formation professionnelle Tadjeddine-Hamed-Abdelwahab de Tissemsilt a lancé, dernièrement, l'élaboration d'un programme de formation visant à développer des spécialités liées à l'informatique, a-t-on appris, ce lundi, du chargé d'information de cet établissement. Hamid Belaïd a indiqué, en marge d'une journée d'étude et de formation sur la plate-forme du développement des applications des téléphones et des appareils intelligents, que ce programme comprend l'organisation d'une série de sessions de formation et de journées d'étude sur des sujets et disciplines liées à l'informatique, à l'instar des nouvelles applications d'appareils électroniques et logiciels de bureautique modernes. Dans le cadre du même programme, qui se poursuivra tout au long de la saison de formation, des ateliers de travaux pratiques seront encadrés par des experts en logiciels et informatique d'autres wilayas. Ce programme de formation s'insère dans le cadre des efforts de l'Institut pour développer et promouvoir l'informatique par l'amélioration de la qualité de formation et l'échange d'expériences entre enseignants de l'Institut et informaticiens d'autres wilayas. Cette journée d'étude, organisée par l'Institut national spécialisé en formation professionnelle et encadrée par un informaticien spécialisé en logiciels et applications et le représentant de la société «Microsoft Algérie», a ciblé des stagiaires et enseignants de la filière informatique.

Illizi

De nouveaux projets pour promouvoir les prestations de la poste et des télécommunications

La ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda Imane Faraoun, a annoncé, ce lundi, à Illizi, que de nouveaux projets ont été retenus pour promouvoir les services de la poste et des télécommunications dans cette wilaya.

«Un projet de réalisation d'un réseau en fibre optique de 1560 km est en cours.

Une importante partie de cette connexion reliant Illizi à la région frontalière de Tarat (200 km au nord d'Illizi) a été réceptionnée dans la journée», a indiqué Faraoun lors d'un point de presse animé au terme de sa visite de travail dans la wilaya d'Illizi.

«Cette nouvelle réalisation devra sécuriser le réseau entre les wilayas de Ouargla et de Tamanrasset, accroître le taux de débit de 200 Gigabits (Gb) à plus de 450 Gb et généraliser la 4G LTE de la téléphonie mobile», a-t-elle souligné. S'agissant de la poste, la ministre a fait savoir que cinq nouveaux

centres de postes seront opérationnels durant les prochains jours, tandis que quatre autres sont en cours de réalisation. Face au manque de liquidités dans la région, la première responsable du secteur a appelé à la généralisation d'équipements de distribution automatique de billets de banque (DAB).

Elle a fait part, au titre du recrutement, du placement permanent prochain de 58 agents recrutés dans le cadre de contrats pré-emploi dans la wilaya d'Illizi pour combler le déficit accusé en encadrement au niveau de certains bureaux de poste. «Une nouvelle opération de recrutement sera effectuée au mois de janvier prochain par d'Algérie Poste au niveau des régions frontalières», a indiqué Faraoun. Dans le même sillage, elle a assuré que la question des zones d'ombre de la téléphonie mobile sera résolue partiellement avec la mise en service des nouveaux projets de la fibre optique retenus pour la wilaya.

La ministre avait auparavant suivi un exposé sur les projets réalisés par le secteur et l'occasion a été mise à profit pour le lancement de l'offre «Crédit d'aide» spécial téléphonie mobile. Le secteur des télécommunications sera consolidé par le lancement d'un projet de connexion en fibre optique de la ville de Djanet vers Tinelkom. Ce projet sera opérationnel en début d'année prochaine,



Ph : L'Echo d'Algérie ©

selon les données fournies à la délégation ministérielle. Il a été relevé, à ce titre, la mise en service d'une autre connexion reliant Illizi à la localité de tamadart et d'une autre reliant Illizi à la localité de Tasset, via la RN 3, selon la même source. La ministre a, à cette occasion, procédé

à l'inauguration d'une salle Multimédia au collège Colonel-Lotfi d'Ain Rel Kors, avant d'inspecter un bureau de poste dans la même localité et de visiter au terme de sa tournée la recette principale d'Algérie Poste au chef-lieu de la wilaya.

Ali B.

Sonelgaz

Recouvrement de plus de 248 millions de dinars de redevances à El Bayadh



Ph : L'Echo d'Algérie ©

La Société de distribution de l'électricité et du gaz relevant de Sonelgaz d'El Bayadh a réalisé, jusqu'à la semaine dernière, le recouvrement de plus de 248 millions de dinars de redevances auprès de ses clients ordinaires, a-t-on appris, lundi, auprès de sa direction. Ce montant recouvert en novembre dernier et décembre courant fait partie des 320 millions de dinars de créances recensées par la société auprès des foyers, a-t-on indiqué. Ces redevances ont été recouvrées à la faveur d'une somme de mesures prises par la société

dont celle de sensibilisation des clients sur la nécessité de rembourser leurs dus et d'organisation de «portes ouvertes» sur la société. La même source a ajouté que le montant non remboursé, estimé à 69 millions de dinars, concerne 28 000 sur 67 000 clients que compte la société d'El Bayadh. La direction de la société a envoyé des mises en demeure aux retardataires en plus du recours aux coupures de courant à ceux qui n'ont pas honoré des factures d'électricité et de gaz accumulées durant une longue période, a-t-on fait savoir.

Par ailleurs, les redevances d'entreprises publiques et privées non recouvrées ont atteint 270 millions de dinars, a-t-on ajouté. Signalons que des démarches sont en cours pour leur recouvrement. Parallèlement à l'opération de recouvrement, les services de la société ont organisé des «portes ouvertes» en partenariat avec d'autres secteurs dont ceux de la santé, du commerce, de la Protection civile, à travers la wilaya, pour sensibiliser les habitants sur les risques du mauvais usage des chauffages.

Adrar

Une délégation de médecins et paramédicaux algériens établis en France à pied d'œuvre

Une délégation de médecins et paramédicaux algériens établis en France a entamé, ce lundi, des consultations et interventions chirurgicales à titre gracieux au profit des malades d'Adrar dans le cadre d'une action de solidarité à l'initiative de l'Association amitié populaire franco-algérienne. Cette action, supervisée par les services de la santé, en coordination avec l'établissement public hospitalier (EPH) Ibn-Sina d'Adrar, s'assigne comme objectif l'échange des expériences et des connaissances entre les médecins et le personnel du secteur de la santé, notamment en matière de prise en charge des patients et promouvoir cette initiative en un jumelage, a indiqué le directeur de cet établissement, Saïd Tahar.

De son côté, le vice-président de l'Association amitié populaire franco-algérienne, Yahia Mekki, a indiqué que cette initiative est la vingtième du genre menée à ce jour à travers les wilayas du pays «qui nous a permis d'effectuer plus de 2000 interventions chirurgicales à titre gracieux». Des consultations médicales et des interventions chirurgicales sont au programme de cette équipe médicale composée d'une trentaine de médecins dans les différentes spécialités tels que la gynécologie, les maladies urinaires, oculaires, gastro-intestinales, médecine générale et chirurgie, a-t-on précisé. Elles seront assurées au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH) Ibn-Sina et les polycliniques relevant de l'établissement public de santé de proximité au quartier Tililane, centre-ville d'Adrar, et la commune de Timi, a-t-on signalé. Une session de formation sur les méthodes de dépistage précoce de plusieurs maladies et la prise en charge des patients sera organisée au profit du personnel médical de la wilaya d'Adrar, ont indiqué les organisateurs.

Kadiro Frih

Ouargla

Promouvoir la formation dans les filières adaptées aux besoins du marché du travail

La nécessité de promouvoir la formation professionnelle dans les filières adaptées aux besoins du marché du travail, a été soulignée, dimanche, à Ouargla, lors d'une rencontre, organisée à l'initiative de la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).

Les intervenants à cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la prochaine session (février 2018) par la commission de wilaya de partenariat (intersectorielle), ont plaidé aussi pour encourager et multiplier la formation par l'apprentissage et la formation à la carte dans certaines spécialités spécifiques dans le but de mieux répondre à la demande économique et sociale. Présidée par le wali Abdelkader Djellaoui, cette rencontre, à laquelle ont pris part les différents acteurs a été également une opportunité

pour mettre l'accent sur la nécessité d'entreprendre des relations de coopérations avec l'université afin d'assurer un partage d'expertises et d'améliorer la qualité de la formation, tout en contribuant à l'insertion professionnelle et le placement des diplômés issus du secteur de la formation et

d'enseignement professionnels au sein des entreprises. Organisée à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) Slatni-Abdelkader (chef-lieu de wilaya), la rencontre a été une occasion pour signer une convention cadre entre la DFEP et la Direction de la jeunesse et des sports (DJS).

«Al Qods, capitale de la Palestine»

Un espace de jeux pour enfants a été inauguré, lundi en début de soirée, à Ouargla, à l'initiative de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS). Cette initiative placée sous le signe «Al Qods, capitale de la Palestine», entre dans le cadre d'un programme destiné essentiellement aux nouvelles générations, à l'occasion des vacances scolaires, a précisé le directeur du secteur, Boubakeur Chathouna.

Ouvert durant toutes ces vacances, ce nouvel espace qui abrite le complexe sportif de proximité de la résidence universitaire (chef-lieu de wilaya) permettra aux enfants de la wilaya qui enregistrent un manque en matière d'espaces de jeux de profiter d'un moment de détente, a-t-il ajouté. Une manifestation similaire sera organisée au niveau du complexe sportif de la commune de Témacine (wilaya déléguée de Touggourt), a-t-il fait savoir.

L'université de Bristol publie une étude sur le climat dans Game of Thrones

Alors que la dernière saison de *Game of Thrones* n'est pas attendue avant encore un an au moins, l'université britannique de Bristol a publié une étude au sujet du climat dans l'univers de la saga créée par George R.R. Martin. L'hiver arrive toujours au Nord de Westeros.

Il faut dire que le climat des deux principaux continents de l'univers de *Game of Thrones*, Westeros et Essos, semble particulièrement compliqué. Les étés comme les hivers durent de longues années. Pis encore, ils ne sont pas réguliers avec des étés pouvant parfois durer plusieurs décennies ou parfois seulement quelques années. C'est afin d'étudier ces saisons et ce climat particulier que l'université de Bristol a publié une étude le 20 décembre dernier. Baptisée : «Le Climat du monde de *Game of Thrones*», l'étude est signée de Samwell Tarly, l'un des personnages de la saga qui se destine à deve-

nir mestre, soit les conseillers et scientifiques de l'univers de la série. Outre le sujet et l'auteur de l'étude, celle-ci semble cependant particulièrement sérieuse, appuyée sur des faits précis issus des livres ou de la série TV. «Les résultats montrent que le Mur, où les terres de Westeros sont préservées des Marcheurs blancs, a un climat similaire à celui de la Laponie, tandis que Castral Roc, le bastion de la maison Lannister, a un climat identique à celui de Houston au Texas ou de Changsha en Chine», affirme le compte-rendu de l'étude. Par ailleurs, au sujet du rythme instable des saisons, l'étude affirme qu'il s'agirait d'un problème de rotation de la planète : «En termes de transition entre les deux saisons, ma supposition est que la planète est fixée sur une saison permanente pendant plusieurs années à cause d'une inclinaison de l'axe de rotation, mais que l'axe pivote parfois pour passer à l'autre saison. La raison de ce retournement n'est pas claire, mais il pourrait s'agir d'une comète ou de la magie des Sept». Ce n'est pas la première fois que la série *Game of Thrones* et les



romans du Trône de Fer inspirent les universitaires. En 2014, Stanford avait déjà publié une carte géologique des continents de Westeros et d'Esos. La même année, c'est

un mathématicien qui a tenté de prévoir les événements qui se dérouleraient dans le prochain volume des livres, *Les Vents de l'Hiver*. Trois ans plus tard, celui-ci n'a toujours pas de date de sortie annoncée.

Le OnePlus 6 pourrait être lancé en mars 2018

Avec un rythme de deux smartphones hauts de gamme par an, OnePlus pourrait présenter très prochainement son nouvel appareil, le OnePlus 6. Alors que la sortie du OnePlus 5T ne date que d'il y a quelques semaines, OnePlus pourrait tout de même présenter un nouveau smartphone dès le mois de mars prochain. C'est en effet ce qui ressort des informations obtenues par le site Gizmochina. «Si certains affirment qu'il est trop tôt pour considérer ce smartphone comme approchant, des sources indiquent que OnePlus prévoit de lancer le OnePlus 6 dès mars 2018», affirme ainsi le site spécialisé. L'appareil serait dévoilé au milieu du mois de mars pour une sortie à la fin du mois. Une information

qui semble confirmer les rumeurs du mois d'octobre indiquant la sortie d'un OnePlus 6 en début d'année 2018. En termes de caractéristiques, le OnePlus 6 pourrait, comme tous les appareils de la marque, être équipé d'un processeur haut de gamme, en l'occurrence le Snapdragon 845, présenté récemment par Qualcomm. Il serait, par ailleurs, équipé d'un écran au format 18:9, comme le OnePlus 5T, mais aussi d'un lecteur d'empreintes digitales placé sous le verre de l'écran. Il faudra encore patienter avant de découvrir le OnePlus 6. Quoi qu'il en soit, il est peu probable que le nouveau smartphone soit présenté avant le mois de mars, compte tenu du lancement récent du OnePlus 5T.

Google débauche un ancien d'Apple pour travailler sur ses futurs processeurs

Les ambitions de Google dans la production maison de processeurs se confirment. En juin dernier, la firme a débauché Manu Gulati chez Apple qui participait au développement des puces Ax de la pomme. Avant ses huit années chez Apple, il avait travaillé chez d'autres spécialistes des puces : Broadcom et AMD. Aujourd'hui, selon The Information, le géant a débauché un autre cadre d'Apple : John Bruno, jusqu'à présent «architecte de systèmes informatiques». L'homme travaillait chez Apple depuis 2012 après être passé chez AMD pour le développement de CPU et de GPU. Il semble clair que Google souhaite développer son propre SoC haut de gamme, plate-forme qui regroupe processeur, GPU et puce modem pour équiper sa gamme de terminaux maison Pixel. Il s'agit de pouvoir mieux intégrer hardware et software et de ne plus dépendre d'un fournisseur. Cette approche appelée «verticalisation» concerne de plus en plus de fabricants de smartphones : Apple, Samsung, Huawei, notamment, soit les trois premiers vendeurs mondiaux de terminaux. En 2015, ces processeurs maison équipaient 100% du premier, 32,5% du second et 64% du troisième. Une mauvaise nouvelle pour Qualcomm donc. «Afin d'éviter que la verticalisation ne devienne majeure les fabricants de processeurs mobiles comme Qualcomm, MediaTek et Intel vont devoir pousser leur différenciation afin que leurs puces ne puissent être concurrencées», commente ABI. «Pour ce faire, les fournisseurs de processeurs mobiles vont devoir pousser des fonctionnalités innovantes, comme l'intelligence artificielle, des graphismes (…), dans leurs processeurs tout en proposant ces fonctionnalités à des prix très compétitifs».

Google News fait la chasse aux sites qui dissimulent leur pays d'origine

Google explicite les règles pour son service Google Actualités afin de montrer ses efforts dans la lutte contre la désinformation. Dans le cadre de la lutte contre les fake news, Google a mis à jour et a explicité les consignes générales en rapport avec l'index de son service d'agrégation de l'actualité. Notamment, Google Actualités - ou Google News - fera la chasse aux sites qui dissimulent leur pays d'origine ou trompent de manière intentionnelle les lecteurs. fakeOn peut ainsi lire que les sites inclus dans Google Actualités «ne doivent pas donner une fausse image de leur propriétaire ou de leur objectif principal, ni émettre de fausses déclarations ni masquer des informations à leur sujet. Google précise par la suite que cela comprend les sites «qui déclarent un pays d'origine inexact ou qui le dissimulent, et qui s'adressent à des utilisateurs situés dans un autre pays sur des bases trompeuses». De telles tactiques peuvent être employées pour la diffusion de désinformation. Pour Google, il est question de transparence vis-à-vis des utilisateurs sur l'origine des actualités en ligne.

Face ID serait moins efficace que Touch ID sur iPhone X



Les possesseurs d'iPhone X ont eu une mauvaise surprise au moment de faire leurs emplettes aux USA. Ils ont constaté que le système de reconnaissance faciale de leur iPhone X bloquait leurs achats ! Il leur fallait donc entrer un mot de passe ce qui prend en temps moyen plus de temps qu'une reconnaissance par Touch ID (empreinte digitale). Le problème n'est pas nouveau. Des propriétaires l'ont

déjà signalé sur les forums depuis le 11 novembre. Mais c'est surtout ces dernières semaines, les achats se multipliant que la polémique a pris corps. Face ID est une fonctionnalité à la pointe de la technologie. Actuellement, Android ne propose pas encore un système aux performances similaires. Auparavant, les propriétaires utilisaient simplement Touch ID afin de valider les achats pour un tiers. Les performances de cette innovation sont donc occultées par ces soucis d'ordre pratique. Par ailleurs, les témoignages relatifs à son manque de fiabilité se sont également multipliés. Apple n'a pas encore communiqué officiellement sur ce problème. Cette mesure permettrait peut-être d'éviter que les enfants utilisent le smartphone de leurs parents pour effectuer des achats en ligne. La firme de Cupertino a déjà précisé que Face ID est destiné à un utilisateur unique et non pour plusieurs personnes.

Amazon va arrêter de stocker vos «MP3»

Amazon va cesser de stocker une partie de votre bibliothèque musicale. Les services Amazon Music et Amazon Music Unlimited ne sont pas concernés, l'annonce étant faite uniquement aux personnes ayant téléchargé des morceaux audio sur les serveurs Amazon qui n'ont pas été achetés à travers leur plateforme. Cela signifie en pratique que ces personnes auront jusqu'au 15 janvier pour effectuer une sauvegarde de leurs morceaux de musique, après quoi ceux-ci seront définitivement effacés.

Le service Amazon Music est disponible en version gratuite, celle-ci permettant de stocker jusqu'à 250 morceaux en ligne, et son abonnement payant, permet de stocker jusqu'à 250 000 titres. Les utilisateurs de la version gratuite ont déjà perdu la possibilité d'uploader ou de télécharger leurs morceaux, tandis que les abonnés payants pourront bénéficier du service dans son intégralité jusqu'en janvier 2019. En tout cas, si vous tenez à stocker votre discothèque en ligne, il est temps de penser à un stockage alternatif. La grande majorité des amateurs de musique utilise désormais des services de streaming comme Spotify ou Apple Music, et les «collectionneurs» de mp3 et autres AAC se font de plus en plus rares. Ainsi selon le rapport de la RIAA (Recording Industry Association of America), au premier semestre 2017 l'industrie américaine de la musique a largement bénéficié de la présence des divers services de streaming (dont l'utilisation a augmenté de 48% en 2017).



Méfiez-vous des régimes interdisant la consommation d'aliments solides

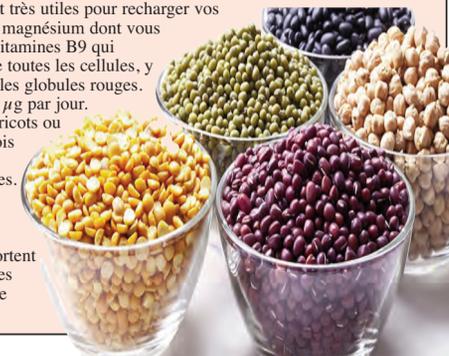
Le régime liquide qui interdit la consommation d'aliments solides et ne propose que de boire de l'eau, du thé ou du café pour perdre du poids est le plus dangereux pour la santé, selon des nutritionnistes. Selon le *Daily Mail*, des nutritionnistes ont exprimé leur inquiétude au sujet d'une nouvelle diète dangereuse qui interdit tout sauf l'eau, le thé et le café. Les spécialistes des troubles de l'alimentation, estiment que le jeûne à l'eau est lié à des troubles comme l'anorexie et conseillent de l'éviter, en particulier lorsque les gens envisagent de perdre du poids. C'est la raison pour laquelle les personnes souffrant

d'anorexie peuvent mourir d'une crise cardiaque. Leur corps se nourrit de leur cœur. Notre corps pense qu'il s'agit d'une urgence et, essayant d'empêcher l'épuisement de ce stockage de graisse, il se nourrit des muscles. Le Dr Jason Fung, spécialiste du rein, signale qu'un tel jeûne à court terme fonctionne seulement pour certains patients qui sont obèses ou qui ont un diabète de type 2, et uniquement sous la supervision d'un médecin. «Je ne pense pas que ce soit la chose la plus sûre à faire, mais si vous êtes obèse, ce n'est pas la chose la plus dangereuse. Si vous êtes relativement mince, c'est plus dangereux», prévient le docteur.



Pourquoi vous devez consommer régulièrement des légumes secs ?

Reconnus pour leurs innombrables vertus, que ce soient les haricots en grains (haricots blancs, rouges et flageolets), les lentilles, les fèves, les pois chiches ou les pois cassés, tous les légumes secs ont une composition nutritionnelle assez proche. Une fois cuits, les légumes secs contiennent de 15 à 20% de glucides complexes. Ceux-ci mettent un certain temps à délivrer leur énergie d'autant plus qu'ils sont accompagnés de fibres bénéfiques (4 à 5%). Tous les légumes secs renferment beaucoup de sels minéraux. Potassium (250 à 400 mg pour 100 g), magnésium (30 à 60 mg), phosphore (100 à 200 mg), fer (2 à 3 mg), calcium (20 à 60 mg), tous les principaux sont là, accompagnés de tous les oligo-éléments. Les quantités varient, selon chaque variété, mais elles restent très intéressantes et bien supérieures à ce que l'on trouve dans les légumes frais. C'est pourquoi les légumes secs sont très utiles pour recharger vos batteries minérales, surtout en magnésium dont vous manquez souvent. Riches en vitamines B9 qui intervient dans la formation de toutes les cellules, y compris celles qui composent les globules rouges. Les besoins sont de 300 à 350 µg par jour. Avec une bonne assiette de haricots ou de lentilles ou un potage de pois cassés, on assure au moins les tiers des exigences quotidiennes. Les légumes secs traînent, depuis des décennies, cette réputation de produit qui fait grossir. Les légumes secs apportent seulement de 100 à 120 calories pour 100 g, soit l'équivalent de deux yaourts.



Le meilleur moyen de stopper les quintes de toux

Les quintes interminables, souvent douloureuses et nocturnes, agressent la trachée, perturbent le sommeil et ne servent à rien. Mieux vaut les stopper rapidement, avant qu'elles ne nous épuisent. La ressource numéro 1 de la médecine classique pour vaincre la toux sèche, c'est le dextrométhorphan, un dérivé de la morphine qui agit au niveau du cerveau, comme la codéine. Ces deux molécules ne sont plus accessibles en automédication. Mais en attendant, il existe d'autres solutions qui méritent d'être essayées. Deux plantes efficaces contre la toux sèche

- ✓ L'érysimum est réputée en cas d'enrouement et d'extinction de voix. Mais elle stimule aussi les sécrétions respiratoires et diminue la toux. En infusion avec du miel, elle adoucit bien les quintes (5 g de plante séchée pour une tasse, infusés dix minutes, 2 à 4 tasses/jour dont une au coucher).

- ✓ La racine de pelargonium est antibactérienne, expectorante et immunostimulante. Elle s'emploie plutôt en teinture-mère à raison de 20 gouttes, 3 fois par jour, à distance des repas.

L'OMS reconnaît l'usage de l'eucalyptus et de la menthe poivrée pour soulager l'inflammation des voies respiratoires

- ✓ En tisane : 2 à 3 g de feuilles séchées infusées dans 150 ml d'eau bouillante.

- ✓ Sous forme d'huiles essentielles que l'on peut simplement respirer en plaçant le flacon ouvert sous les narines ou en versant 2 gouttes sur un mouchoir.

- ✓ Autre possibilité : mélanger 3 gouttes à une huile végétale et appliquer en massages sur le plexus (1 à 2 fois par jour).

Le citron, un detoxifiant à part entière



Le citron aide à detoxifier l'organisme quand il est associé à une alimentation saine et équilibrée.

Riches en antioxydants et en vitamine C, il contribue à éliminer les toxines du foie.

Comme il stimule les sucs gastriques et participe au bon fonctionnement de la vésicule biliaire, le citron favorise la digestion et augmente l'énergie. Grâce à la pectine qu'il contient, il ralentit le passage des sucres dans l'organisme et réduit les envies de grignotage. L'idée du régime citron est d'introduire du citron sous toutes ses formes tout au long de la journée, que ce soit durant les repas ou les collations.

Perdre des kilos sans frustrations tout en évitant l'obsession de compter les calories, c'est ce que permet le régime citron. Dans un premier temps, on se débarrasse de ses toxines avec une petite

détox qui dure 24 heures. Le principe : on ne mange que des aliments destinés à nettoyer l'organisme. Chaque matin, on boit un grand verre d'eau citronnée à jeun et on pense à boire beaucoup d'eau tout au long de la journée. Ensuite, le principe est simple.

Il suffit d'ajouter du citron à chacun de vos menus et d'adopter une alimentation équilibrée. Faites attention à choisir toujours des citrons bio, c'est meilleur pour la santé. Faites la part belle aux légumes, au poisson et aux viandes maigres que vous agrémenterez de citron. En parallèle, il faut diminuer votre apport en sucres et augmenter votre ration de fibres. En associant le citron à tous vos plats et collations, les effets minceur seront visibles rapidement.



Sahara occidental Abdallahi Lahbib : «L'Armée sahraouie ne peut être confinée éternellement dans un statut de réfugié»

Le ministre de la Défense, Abdallahi Lahbib a affirmé, ce lundi, à Aghouinit, (territoires sahraouis libérés) que l'Armée sahraouie «ne peut être confinée éternellement dans un statut de réfugié». «L'Armée sahraouie est prête, dans le cadre de la politique du Front Polisario, à faire face à tout imprévu et à toute éventualité pour arracher le droit du peuple sahraoui à l'indépendance et à l'autodétermination, à l'instar des autres peuples du monde, si la communauté internationale n'intervenait pas pour rendre justice à ce peuple qui vit, depuis plus de 42 ans, sous l'occupation marocaine», a affirmé Abdallahi Lahbib dans une lettre adressée à la communauté internationale, en marge du lancement de la finale de la manifestation Chahid Ouali. Abdallahi Lahbib a précisé que la question sahraouie était entre les mains du Conseil de sécurité et de l'ONU, mais l'Armée sahraouie se prépare à tout imprévu ou éventualité pour assumer pleinement les missions qui lui sont assignées».

Par ailleurs, Abdallahi Lahbib, a indiqué que les différentes activités militaires organisées à Aghouinit dans la 7^e Région militaire, y compris les concours et les manœuvres militaires, viennent sanctionner une année d'efforts, de persévérance et d'action continue de l'Armée sahraouie. Ils sont également l'occasion d'évaluer les aptitudes des différentes formations et unités militaires, a-t-il précisé. Ces activités militaires s'inscrivent dans le cadre de la préparation des soldats sahraouis aux combats, sous le slogan «hisser le niveau de préparation au summum», à travers les concours organisés par les différentes régions militaires sahraouies, a-t-il soutenu. Les manœuvres militaires effectuées par l'Armée sahraouie avec la participation symbolique de toutes les régions militaires sahraouies sont «l'expression sincère et réelle de ce qui a été accompli tout au long de l'année», a-t-il dit, soulignant le haut niveau atteint par l'Armée de libération sahraouie en matière de formation, d'entraînement et de professionnalisme.

Le dossier du Sahara gagne en visibilité en France, malgré le black-out médiatique

L'année 2017 a été particulière en France pour le dossier du Sahara occidental dans le sens où il a gagné en visibilité malgré une position française favorable au Maroc et le black-out des médias hexagonaux sur la lutte légitime du peuple sahraoui. La colonisation du territoire sahraoui par le Maroc, les violations des Droits de l'Homme dans ce territoire occupé depuis plus de 40 ans et le procès des militants sahraouis ont occupé la scène française par l'organisation, en octobre à Vitry-sur-Seine (sud de Paris), de la 42^e session de la Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui (EUCOCO) et d'une rencontre parlementaire, à une journée d'intervalle, à l'Assemblée française. Ces deux événements phares se sont tenus en France, soutien déterminant du royaume du Maroc qui occupe illégalement le Sahara occidental, un territoire déclaré pourtant par l'ONU «non autonome», donc éligible à l'autodétermination. La 42^e session de l'EUCOCO a jeté les jalons d'une nouvelle stratégie «plus offensive» et plus porteuse pour l'élargissement de la solidarité avec le peuple sahraoui, notamment en Europe. Cette Task Force devra fédérer, à l'avenir, toutes les actions porteuses en direction des pays, des institutions, des parlementaires et des associations, qui accordent peu d'intérêt à la question du Sahara occidental. Les participants, militants de la cause sahraouie, universitaires, élus, anciens responsables et hommes de droits, ont pointé du doigt le blocage entretenu par le Conseil de sécurité des Nations unies, en raison de



l'arme du veto exercé par la France lorsqu'il s'agit de résolutions qui sont en défaveur du Maroc.

La France critiquée pour sa politique de deux poids deux mesures

A l'Assemblée française, la décolonisation du Sahara occidental, avec en toile de fond le rôle de l'Europe dans le règlement du conflit, a été également examinée le 20 octobre lors d'une rencontre parlementaire, la deuxième après celle organisée en avril 2016. A l'initiative du député Jean-Paul Lecoq, fervent défenseur de la cause sahraouie, cette rencontre a regroupé de nombreux députés européens, venus d'Espagne, d'Italie et de Suède, des parlementaires algériens, des représentants du mouvement associatif et des responsables sahraouis. Jean-Paul Lecoq a annoncé qu'il avait proposé à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée d'inscrire la question du Sahara occidental dans ses travaux avec une programmation d'une audition de Horst Koehler, Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental. Déplorant l'attitude des médias français qui «ne viennent pas» lorsqu'il s'agit du conflit du Sahara occidental, il a avoué qu'il mène un combat de tous les jours en France, un pays qui «contribue au blocage avec son soutien au Maroc», a-t-il dit. Mais, a-t-il ajouté, la France n'est pas seulement les gouvernants, il y a également des parlementaires et des associations qui constituent des espaces de lutte pour faire avancer les choses dans le sens de l'application du droit international au Sahara occidental, critiquant la politique française de «deux poids deux mesures» dans le traitement de cette question. A la différence de la position officielle, le

adaptés à leurs pathologies. Ils lui ont demandé d'évoquer, au cours de sa visite, la situation des Droits de l'Homme au Maroc et son rapport étroit avec toute coopération diplomatique et économique. Il est aussi question de rappeler à Rabat l'«impérieuse nécessité d'accorder aux prisonniers politiques sahraouis, un traitement digne et respectueux des Droits de l'Homme, de les préserver de toute forme de torture et de traitements inhumains, et leur assurer un accès effectif aux traitements médicaux indispensables à leur survie».

20 ans de prison ferme prononcée contre le détenu sahraoui Mohamed El Ayoubi

La Cour d'appel de Salé (Maroc) a rendu récemment un jugement inique par contumace à l'encontre du détenu politique sahraoui Mohamed El Ayoubi, en le condamnant à 20 ans de prison ferme. Une peine inique de 20 ans de prison ferme a été prononcée récemment par contumace contre le détenu politique sahraoui du groupe de Gdeim Izik, Mohamed El Ayoubi, et ce, en dépit de la condamnation des organisations de défense des Droits de l'Homme régionales et internationales. Mohamed El Ayoubi avait bénéficié d'une libération provisoire le 13 décembre 2011 en raison de la détérioration de son état de santé ayant entraîné une insuffisance rénale aigüe qui a nécessité des soins trois jours par semaine dans une clinique d'hémodialyse spécialisée à Laâyoune occupée. Lors de l'audience consacrée à l'affaire de Gdeim Izik, Il avait nié lors de sa comparution (la seule) devant la Cour d'appel de Salé le 13 mars 2017, tous les chefs d'accusation retenus contre lui. Il a déclaré avoir été victime d'agression corporelle et de torture lors de son arrestation par des éléments de l'armée marocaine le 8 novembre 2010 au camps des réfugiés de Gdeim Izik, et lors de son placement en garde à vue du 8 au 12 novembre 2010 par la gendarmerie de Laâyoune en compagnie d'autres détenus politiques sahraouis. Le tribunal militaire de Rabat avait prononcé le 17 février 2013 une lourde peine de 20 ans de prison ferme à l'encontre de Mohamed El Ayoubi avant que la décision ne soit annulée par la Cour d'appel, sous ordre du régime marocain, le 27 juillet 2016 ainsi que d'autres décisions prononcées contre le groupe de Gdeim Izik. Le dossier a été différé à un tribunal civil qui a prononcé pratiquement les mêmes peines contre les accusés dont Mohamed El Ayoubi. Le tribunal marocain a prononcé ce jugement en l'absence du détenu et de la défense qui s'est retirée de l'affaire depuis le 18 mai 2017 après que les détenus aient annoncé le boycott des audiences en raison de la partialité de la justice marocaine.

Corée du Nord Pyongyang prépare un nouveau lancement de satellite

Le régime de Kim Jong-Un, dont le programme spatial n'est, selon certains experts, qu'une couverture pour son programme balistique, préparerait un nouveau lancement de satellite a rapporté, hier, un journal sud-coréen.

«**N**ous avons récemment appris par différents canaux que le Nord a achevé un nouveau satellite appelé Kwangmyongsong-5», a ainsi déclaré une source gouvernementale au quotidien JoongAng Ilbo. «Leur projet est de mettre sur orbite un satellite équipé de caméras et d'instruments de télécommunication», a-t-elle ajouté. La semaine dernière, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté un 9^e train de sanctions dans le but de contraindre Pyongyang à renoncer à ses programmes nucléaire et balistique interdits, mais aussi aux lancements de satellite.

Pyongyang défend la nature «pacifique» de son programme spatial

La nouvelle de ce lancement a été diffusée au lendemain de la publication d'un texte dans le Rodong Sinmun, organe officiel du parti au pouvoir en Corée du Nord, réaffirmant le droit de Pyongyang à lancer des satellites. Le quotidien nord-coréen défendait la «nature pacifique» du programme spatial et assuré le 10 décembre que chaque pays avait le droit de développer un programme spatial, invoquant à titre d'exemple le récent lancement d'un satellite algérien. En octobre, l'ambassadeur adjoint de la Corée du Nord auprès de l'ONU, Kim In-Ryong, avait indiqué que son pays suivait un plan de quatre ans (2016-2020) portant sur le développement de «satellites contribuant au développement économique et à l'amélioration des conditions de vie de la population». Après des années d'échecs successifs, la Corée du Nord aurait réussi en décembre 2012 à placer un satellite en orbite.



Allemagne Berlin ne voit pas l'Ukraine et la Turquie dans l'UE

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, a estimé, ce mardi, que l'Ukraine et la Turquie ne seront pas membres de l'Union européenne (UE), du moins dans un proche avenir. «Je ne peux pas imaginer la Turquie et l'Ukraine en tant que membres de l'Union européenne au cours de ces prochaines années», a déclaré Sigmar dans un entretien accordé aux médias. Il trouve

pendant que l'UE doit mettre au point un modèle de coopération avec Kiev et Ankara. «Si nous pouvons obtenir un accord intelligent avec la Grande-Bretagne qui gouverne les relations avec l'Europe après le Brexit, cela pourrait être un modèle pour les autres pays : l'Ukraine et la Turquie», a-t-il précisé. Le ministre n'a pas exclu que l'UE et la Turquie pourraient parvenir à «une forme

plus étroite d'union douanière», ajoutant que la situation devait changer en Turquie au préalable. Début décembre, le président ukrainien Piotr Porochenko, a annoncé son intention d'organiser un référendum sur l'adhésion à l'UE et à l'Otan. Le chef de la mission de l'UE à Kiev, Hugh Mingarelli, a signalé pour sa part que l'Ukraine avait de faibles perspectives de faire partie de l'intégration européenne.

Liberia

Les électeurs appelés au 2^e tour de la présidentielle

Les Libériens ont commencé, hier, à voter pour élire leur nouveau président lors d'un second tour qui oppose le sénateur, George Weah, au vice-président sortant, Joseph Boakai. Joseph Boakai, s'est dit, dimanche, «très confiant» d'emporter la victoire lors du second tour de l'élection présidentielle prévu, mardi, face à son concurrent le sénateur, George Weah. Les bureaux de vote resteront accessibles jusqu'à 18h00 pour les quelque 2,1 millions d'électeurs enregistrés de ce petit pays anglophone. Les premiers résultats sont attendus dans les prochains jours. Initialement prévu le 7 novembre, le second tour avait été suspendu in extremis par la Cour suprême à la suite de recours du candidat arrivé troisième le 10 octobre, Charles Brumskine (9,6%), appuyé par Boakai (28,8%), qui avait dénoncé des «fraudes et irrégularités». George Weah avait quant à lui viré en tête avec 38,4% des voix. Après des semaines d'imbroglio juridique, les urnes vont enfin désigner le successeur d'Ellen Johnson Sirleaf, seule femme à avoir été élue chef d'Etat en Afrique.

Inde

5 morts dans un accident d'autocar dans le sud

Au moins cinq personnes ont été tuées et cinq autres blessées, hier, lorsqu'un autocar circulant à grande vitesse a percuté un groupe de pèlerins dans l'Etat indien du Tamil Nadu (sud), a annoncé la police. L'accident a eu lieu près de Dharapuram, dans le district de Tirupur, à quelque 450 km de la capitale de l'Etat, Chennai (ex-Madras). «Les pèlerins marchaient vers un temple sur la colline, à Palani, lorsque l'autocar, dont le conducteur a perdu le contrôle en raison de la vitesse, les a fauchés ce matin», a indiqué un responsable de police. Cinq pèlerins, dont deux femmes, sont mortes sur le coup, tandis que l'un des cinq blessés se trouverait dans un état critique, selon ce responsable qui a ajouté qu'une enquête était en cours. La police recherche toujours le chauffeur qui a fui les lieux après l'accident. L'homme a été formellement accusé de conduite dangereuse et imprudente, d'après le policier.

Grande-Bretagne

Une frégate de la Marine britannique surveille un bâtiment russe en mer du Nord

Une frégate de la Marine britannique «escorté» un navire de guerre russe qui s'approchait des eaux territoriales britanniques le jour de Noël, a annoncé, ce mardi, le ministère de la Défense. L'HMS St Albans a été envoyé, samedi, près de la frégate russe Amiral Gorchkov en mer du Nord, pour «surveiller son activité dans des zones d'intérêt national», et doit regagner, mardi, Portsmouth, son port d'attache, a indiqué le ministère britannique dans un communiqué. «Je n'hésiterai pas à défendre nos eaux (territo-

riales) ni ne tolérerai une forme quelconque d'agression», a déclaré par la suite le ministre de la Défense britannique, Gavin Williamson cité par l'agence AFP. «La Grande-Bretagne ne se laissera jamais intimider dès lors qu'il s'agit de protéger notre pays, notre peuple et nos intérêts nationaux», a-t-il ajouté. Son ministère a relevé une «intensification» de l'activité de bâtiments russes «transitant dans les eaux britanniques». Un patrouilleur, l'HMS Tyne, a été envoyé ainsi dimanche, escorter «un bâtiment russe de rensei-

gnement» en mer du Nord et dans la Manche, selon le ministère, et un porte-hélicoptères pour surveiller deux autres navires russes. En janvier dernier, l'HMS St Albans avait été envoyé pour escorter un porte-avions et un croiseur lance-missiles russes. Les chefs de la diplomatie britannique Boris Johnson et russe Sergueï Lavrov se sont rencontrés, vendredi, à Moscou une première depuis cinq ans à leur niveau - pour tenter d'«aller de l'avant» malgré les multiples sujets de discorde persistant depuis des années.

Chine

Ouverture prochaine d'un nouveau pont de verre suspendu dans le nord

Un pont de verre suspendu long de 488 mètres ouvrira officiellement au public le 31 décembre dans le district de Pingshan au Hebei, province du nord de la Chine, a rapporté l'agence Chine nouvelle, hier. Ce pont de verre de 4 mètres de large surplombe le vide entre deux falaises de 218 mètres de haut, équivalant à la hauteur d'un immeuble de 66 étages, dans le site touristique de Hongyagu. Environ 600 personnes peuvent emprunter le pont en même temps, selon la même source. Le pont est constitué de plus de 1000 panneaux de verre épais de 4 cm. Il est soutenu par des câbles pesant plus de 120 tonnes, selon son constructeur. «Le pont ressemble à un dragon couché entre les montagnes. Et j'ai l'impression de marcher dans les nuages quand je le traverse», s'est exclamé Deng, venu spécialement de la ville de Shijiazhuang, capitale du Hebei, cité par l'agence.

Argentine

Le mauvais temps entrave les recherches du sous-marin argentin

Les mauvaises conditions météorologiques entravent les recherches du sous-marin argentin qui a disparu le 15 novembre dernier dans l'Atlantique-Sud avec 44 membres d'équipage à bord, a annoncé la Marine argentine. A cause de ces mauvaises conditions climatiques dans la zone de recherches, le navire de la Marine argentine chargée de ces recherches à l'aide d'un véhicule sous-marin télécommandé russe n'a pu examiner un objet détecté, lundi, à 814 m de pro-

fondeur, a-t-elle précisé, ajoutant que les opérations reprendront quand la météo s'améliorera. La Marine argentine a annoncé, dimanche, qu'un sonar avait détecté un «nouveau contact» dans la recherche du sous-marin «ARA San Juan» et qu'il sera examiné par le submersible russe guidé à distance «Panther plus». La Marine argentine avait déjà fait état ces dernières semaines de tels «contacts» des sonars qui avaient détecté des anomalies dans les fonds marins, mais sans résultats.

L'un d'eux s'est avéré être un bateau de pêche qui avait sombré dans l'océan il y a plusieurs années. L'affaire du sous-marin perdu dans les eaux de l'océan a conduit au limogeage du chef de la Marine argentine, l'amiral Marcelo Srur. La perte du sous-marin a entraîné également l'ouverture d'une enquête judiciaire pour «recherche de possibles actes illicites» afin d'établir les responsabilités. Au moins deux gradés de haut rang ont déjà été relevés de leurs fonctions.

Pérou

Plus de 5000 Péruviens dans les rues pour manifester contre la grâce accordée à Fujimori

Plus de cinq mille Péruviens ont manifesté, ce lundi soir, à Lima, pour dénoncer la grâce accordée à l'ex-président Alberto Fujimori et exiger la démission de l'actuel chef de l'Etat, qu'ils accusent d'avoir négocié politiquement cette mesure.

«**D**ehors, dehors PPK !» (acronyme et surnom du président Pedro Pablo Kuczynski, ndlr), ont scandé les manifestants descendus dans la rue à la tombée de la nuit après des appels relayés sur les réseaux sociaux. D'importantes forces de l'ordre avaient été déployées dans les rues de la capitale péruvienne pour empêcher les manifestants de rejoindre la clinique où Alberto Fujimori a été hospitalisé, samedi, pour arythmie et tension artérielle basse, et devant laquelle des centaines de ses sympathisants étaient massés pour fêter sa remise en liberté. Des affrontements ont néanmoins éclaté en soirée entre manifestants et policiers, qui ont

fait usage de gaz lacrymogènes et de leurs matraques pour disperser la foule, blessant un cameraman de la télévision nationale, hospitalisé pour des examens médicaux. Selon son médecin traitant, le Dr Alejandro Aguinaga, Alberto Fujimori était toujours en unité de soins intensifs. Il souffre de «plusieurs pathologies dégénératives comme une fibrillation auriculaire, c'est un problème qui va en s'accroissant dans le codeur», a-t-il précisé. Président de 1990 à 2000, Fujimori, 79 ans et d'origine japonaise, purgeait depuis 2007 une peine de 25 ans de prison pour corruption et crimes contre l'humanité pour avoir commandité l'assassinat de 25 personnes aux mains d'un escadron de la mort durant la guerre contre les guérilleros du Sentier lumineux (extrême gauche maoïste).

Dimanche, Pedro Pablo Kuczynski lui a accordé une grâce «humanitaire», alors qu'il s'était engagé durant sa campagne électorale de 2016 à ne pas le libérer. Selon de récents sondages, 65% des Péruviens étaient favorables à une amnistie de l'ancien chef de l'Etat, figure qui déchaîne toujours les passions au Pérou. «Fujimori, assassin et voleur, non à la grâce», était-il écrit sur une des nombreuses pancartes portées par les



manifestants marchant lentement derrière un énorme drapeau péruvien. Le Président Kuczynski a grâcié Alberto Fujimori sur la base d'une recommandation médicale, trois jours après avoir échappé à une destitution lors d'un vote au Parlement. Il était accusé

d'avoir menti sur ses liens avec Odebrecht, le géant du BTP brésilien qui a reconnu avoir payé près de cinq millions de dollars à des entreprises de conseil directement liées au chef de l'Etat, alors ministre, entre 2004 et 2013.

Tunisie

70 opérations de contrebande mises en échec en une semaine

Au moins 70 opérations de contrebande ont été mises en échec en Tunisie par les unités de la Garde nationale entre le 17 et le 24 décembre, a indiqué, ce lundi le ministère tunisien de l'Intérieur. Vingt-six personnes soupçonnées d'appartenir à une organisation terroriste et 789 autres recherchées dans des affaires de droit commun ont été arrêtées, a indiqué le ministère dans un communiqué cité par la TAP. Par ailleurs, quatre-vingt véhicules, 4 kg de plaquettes de cannabis, 107 comprimés psychotropes et 2,75 kg de cocaïne ont été saisis, selon la même source. Les forces de l'ordre ont également mis la main sur sept fusils de chasse et 11 cartouches de différents calibres obtenus sans permis. Au cours de la même période, quatre opérations de franchissement illicite des frontières maritimes et deux tentatives de franchissement illicite des terrestres ont été déjouées.

Macédoine

Le Parlement élit un nouveau ministre de la Santé

Venko Filipce a été élu par le Parlement, ce lundi, au poste de ministre de la Santé de Macédoine, remplaçant Arben Taravari, qui a démissionné début octobre pour se présenter aux élections municipales de Gostivar. Filipce a été élu au cours d'une session plénière du Parlement, et a obtenu 62 voix, avec une seule abstention et aucune voix contre. S'exprimant devant le Parlement, le Premier ministre de Macédoine Zoran Zaev a déclaré que le gouvernement proposait Filipce pour le poste de ministre de la Santé, estimant qu'il était capable de donner le meilleur de lui-même à cette fonction. Les parlementaires ont également élu Aksel Ahmedovski au poste de ministre d'Etat en charge de l'application de la Stratégie nationale d'intégration des Roms, en remplacement de Samka Ibrahimovski, qui a démissionné la semaine dernière pour pouvoir conserver son poste de parlementaire.

Ukraine

L'ancien président de Géorgie affirme que l'Ukraine se prépare à l'extrader

L'ancien président géorgien, Mikhaïl Saakashvili, a annoncé, ce lundi, que les autorités ukrainiennes étaient en train de préparer son extradition vers la Géorgie. «Les autorités ukrainiennes veulent rejeter ma demande de protection temporaire, ce qui ouvrirait la voie à mon expulsion du pays», a déclaré Saakashvili sur son compte Facebook. Au début du mois, plusieurs organes de presse géorgiens et ukrainiens ont rapporté que Kiev et Tbilissi étaient en discussion au sujet de l'extradition de Saakashvili, qui est sous le coup d'un mandat d'arrêt en Géorgie

pour corruption, abus de pouvoir et détournement de fonds. Le ministère ukrainien des Affaires étrangères a cependant affirmé ne pas avoir discuté d'une éventuelle extradition avec la partie géorgienne. Saakashvili, 50 ans, a servi deux mandats présidentiel en Géorgie de 2004 à 2013. Il a reçu la citoyenneté ukrainienne en mai 2015, et a été nommé gouverneur d'Odessa en Ukraine. Le 26 juillet, le président ukrainien Petro Porochenko a révoqué la citoyenneté ukrainienne de Saakashvili, l'accusant d'avoir soumis de fausses informations

lors de sa demande de passeport ukrainien. En septembre, le bureau du Procureur général de Géorgie a demandé à Kiev de prendre des mesures pour extraditer l'ancien président, mais le procureur général ukrainien Youri Loutsenko a déclaré que l'Ukraine se refusait à envisager une telle option. Saakashvili, qui dirige à présent le parti politique ukrainien «Mouvement des forces nouvelles», fait également l'objet d'une enquête en Ukraine pour «aide à des membres d'organisations criminelles et dissimulation de leurs activités illégales».

Birmanie

Accord Russie-ONU pour rénover un hôpital historique à Taunggyi (Est)

La Russie et les Nations unies ont conclu un accord pour financer en partie le projet de rénovation d'un hôpital historique à Taunggyi, chef-lieu de l'Etat Shan dans l'Est de la Birmanie, a rapporté, hier, le quotidien *Global New Light of Myanmar*. Cet accord concernant l'hôpital Sao San Htun a été signé, ce lundi, par le ministère des Affaires étrangères de la Birmanie,

l'ambassade de Russie et le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (BNUSAP). Moscou devrait ainsi financer une étude de faisabilité à hauteur d'un peu plus de 187.000 dollars, tandis que le BNUSAP évaluera cette étude et en remettra les conclusions au ministère de la Santé et aux autorités hospitalières. L'hôpital porte le nom de Sao San Htun,

saopha (chef héréditaire) de l'Etat shan de Mongpaw et ministre des Zones de montagne en 1947 dans le gouvernement par intérim d'avant l'indépendance. Signataire des accords historiques de Panglong, il a été assassiné en compagnie du père de l'indépendance, le général Aung San, et d'autres ministres le 19 juillet 1947. Le pays deviendra indépendant le 4 janvier 1948.



Turquie

Erdogan appelle à la levée totale des sanctions économiques à l'encontre du Soudan

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a appelé, ce lundi, à la levée totale des sanctions économiques contre le Soudan. «Les sanctions ont déjà privé le Soudan de beaucoup de choses», a déclaré Erdogan lors d'une cérémonie au cours de laquelle il s'est vu décerner un doctorat honorifique en droit de l'Université soudanaise de Khartoum. Le dirigeant turc a réitéré le soutien de son pays

au Soudan, déclarant que «la Turquie continuera à se tenir aux côtés du peuple soudanais». «Alors que nous étions aux côtés du peuple soudanais auparavant, nous continuerons à les soutenir dans l'avenir. Notre amour pour nos frères soudanais nous a fait sentir comme si nous étions à Istanbul, dans notre pays, et non à Khartoum», a souligné Erdogan. Le 6 octobre dernier, les Etats-Unis ont décidé de

lever leurs sanctions économiques contre le Soudan, tout en maintenant le Soudan sur la liste des pays qui «financent le terrorisme». Erdogan est arrivé, dimanche, à Khartoum, la capitale soudanaise, dans le cadre de la première étape de sa tournée en Afrique qui l'amènera par la suite en Tunisie et au Tchad. La visite de Erdogan a été la première d'un président turc au Soudan depuis l'indépendance de ce pays en 1956.

Jeux africains de la jeunesse 2018 El Hadi Ould Ali : «La réhabilitation de certains sites sportifs représente un sérieux défi»

La réhabilitation de trois sites de compétition au niveau du complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger en vue des Jeux africains de la jeunesse qu'abritera l'Algérie du 19 au 28 juillet 2018 «représente un sérieux défi, vu l'importance des travaux qu'ils nécessitent» a avoué, ce lundi, le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali.

La piscine, le tennis club et le terrain d'athlétisme «SATO» ont atteint, en effet, un tel état de dégradation qu'il paraît difficile de les réhabiliter en l'espace de six mois. Le ministre s'est cependant voulu «optimiste», assurant avoir «engagé un bureau d'études spécialisé pour chacun de ces trois sites», tout en mettant les moyens financiers nécessaires pour un aboutissement rapide des différents projets. Ould Ali a profité de l'occasion pour annoncer avoir «demandé à l'actuel président de l'Office du complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'ester en justice son prédécesseur, Youcef Kara, pour faux et usage de faux». L'Algérie a mobilisé un total de 41 sites en vue des prochains JAJ, incluant les lieux d'hébergement, les terrains d'entraînement et les salles de compétition. «Plusieurs parmi ces sites sont déjà opérationnels» a rassuré Ould Ali, car ayant été réhabilités à l'occasion de la Coupe du Monde des U21 de handball, organisée du 18 au 30 juillet dernier à Alger. La visite du ministre au complexe olympique Mohamed-Boudiaf avait ponctué une longue tournée à Alger, pendant laquelle il avait inspecté plusieurs sites d'entraînement et de compétition dans le grand gouvernement d'Alger et qui seront destinés à abriter les prochains JAJ. Ould Ali avait entamé sa visite au complexe Ahmed Ghermoul (Alger-Centre), où il avait inspecté un terrain de basket, entièrement remis à neuf et doté d'un système d'éclairage nocturne, et à partir duquel il s'est déplacé à pied vers la salle Harcha-Hacène, où il a également inspecté l'état des lieux. Du complexe Ahmed Ghermoul, Ould Ali s'est rendu respectivement à la salle Mokhtar Aribi d'El Biar, la salle OMS de Bouzaréah, puis à la résidence universitaire «filles» d'Ouled Fayet. Le ministre a inspecté également la salle OMS Chahid Boualem-Bouhadja, près de Birtouta, où de jeunes joueuses de basket, sociétaires du club local Mostakbal Ouled Chebel, ont profité de l'occa-



sion pour discuter avec lui. De là, le ministre s'est rendu au Centre de préparation des élites sportives à Souidania. Par la suite, Ould Ali s'est rendu au complexe olympique Mohamed-Boudiaf, où il a commencé par inspecter respectivement la piscine, le tennis club et le terrain d'athlétisme «SATO», avant d'animer un point de presse à la salle de conférence du stade 5-Juillet, pendant laquelle il a exprimé son optimisme quant à la bonne organisation des prochains JAJ. De milliers d'athlètes africains, âgés entre 14 et 18 ans participeront à cet évènement continental, dont 750 Algériens (345 garçons et 305 filles), qui concourront dans 24 disciplines différentes. Outre, l'inspection de ces différents sites sportifs, Ould Ali a lancé le 6^e camp d'entraînement, destiné à préparer les JAJ. «Les 750 athlètes qui représenteront l'Algérie aux prochains JAJ sont actuellement en regroupement dans différentes régions du pays pour poursuivre leur préparation. Nous organisons un camp d'entraînement de dix jours à chaque vacance scolaire (hiver, printemps, été), à raison de 25 heures d'entraînement à chaque fois» a conclu le ministre en conférence de presse au stade 5-Juillet.

Bilel C.

Championnat d'Afrique de handball - Préparation Victoire de l'Algérie devant le Partizan Belgrade en amical (38-30)



La sélection algérienne de handball (messieurs) a battu le club serbe du Partizan Belgrade 38-30, ce lundi, en amical dans le cadre de sa préparation au Championnat d'Afrique des nations, prévu en janvier prochain au Gabon. C'est la première victoire des hommes de Sofiane Hiouani, en stage depuis samedi dans la capitale serbe, avant d'affronter deux autres clubs locaux puis l'Arabie saoudite, entre mardi et vendredi à Belgrade.

Les Verts, qui ont entamé tardivement leur préparation au rendez-vous continental en raison de problèmes multiples, se rendront par la suite au Qatar, où ils disputeront du 6 au 11 janvier un tournoi

amical en présence du pays hôte, de l'Iran et d'Oman. A Libreville, le Sept national évoluera lors du premier tour dans la poule A aux côtés du Gabon, de la Tunisie (vice-championne d'Afrique), du Cameroun et du Congo, tandis que le groupe B est composé de l'Egypte (tenante du titre), du Maroc, de la RD Congo, de l'Angola et du Nigeria.

Les trois premiers de la compétition représenteront l'Afrique au Championnat du Monde, prévu en Allemagne et au Danemark en 2019. C'est d'ailleurs l'objectif assigné par la Fédération algérienne de handball au staff technique composé de Sofiane Hiouani et Mohamed Seghir Zinedine.

Beach-volley 16 équipes animent un Tournoi national à Zelfana - Ghardaïa

Seize équipes (binômes) représentant 11 wilayas et l'équipe nationale ont pris part, ce lundi, au tournoi national de Beach-volley (volley sur sable) qui se déroule au niveau de la station thermale de Zelfana, (70 km au sud/est de Ghardaïa). Initiée par la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB), cette manifestation sportive revête, selon les organisateurs une opportunité pour promouvoir ce sport sur les dunes de sable et de développer des relations d'amitié, de concorde entre les jeunes participants des différentes régions du pays. Ce tournoi est un moyen également pour insuffler une nouvelle dynamique dans la pratique de ce sport (Beach-volley), ont-t-ils souligné, ajoutant que le renforcement des sélections nationales de volley en développant le beach-volley comme discipline à part entière aura certainement un résultat positif. Ce rendez-vous sportif peut constituer un atout pour la relance du tourisme interne, de mettre en valeur les potentialités culturelles, environnementales et historique de la région et également de contribuer à l'animation de la région ou afflue un grand nombre de visiteurs et curistes en cette période de vacances hivernale, ont estimé les autorités locales de Zelfana. Ce tournoi qui se déroulera sur les dunes de sable de Zelfana regroupe des duos des wilayas de Djelfa, El Oued, Ouargla, Biskra, Bordj Bou-Arréridj, Mila, Tizi-Ouzou et Chlef ainsi que des équipes de Ghardaïa des duos des équipes nationales de moins de 17 ans et moins de 19 ans, a-t-on fait savoir. Ce rendez-vous sportif qui se poursuivra jusqu'à jeudi prochain, s'inscrit dans le cadre du programme annuel de la FAVB, dans le but de la promotion et la massification de cette discipline auprès de la population, ont expliqué les organisateurs. «L'objectif est de mettre à profit ces compétitions pour attirer le maximum de pratiquants du sport et encourager les jeunes de Ghardaïa à pratiquer cette discipline qui ne nécessite pas de gros investissements», ont-ils ajouté. En marge de ces manifestations sportives, des soirées folkloriques et des circuits touristiques à travers les oasis et ksour de la région ont été programmés en collaboration avec les autorités locales pour agrémenter le séjour des participants.

Goal-ball - Classement mondial

Les sélections algériennes terminent l'année 2017 dans le Top 15

Les sélections algériennes dames et messieurs de goal-ball, sacrées championnes d'Afrique en octobre dernier en Egypte, ont clôturé l'année 2017 respectivement aux 12^e et 13^e positions au classement mondial de l'Association internationale des sports pour visuels (IBSA), publié sur son site officiel.

Totalisant 180 232 points, les championnes d'Afrique en titre ont pris la 12^e place dans un classement qui comprend 53 sélections et restent dominatrices du continent, après seulement deux années d'existence (l'équipe a été créée en 2015 à l'occasion du Tournoi africain qualificatif aux Jeux paralympiques JP de Rio-2016). Les protégées de l'entraîneur national Mohamed Bettahart ont détrôné plusieurs nations européennes, plus anciennes, mieux nanties et habituées aux premières loges du classement mondial. La triplette algérienne (équipe composée de trois joueuses) a surclassé des sélections comme l'Ukraine (15^e), la Finlande (18^e), la Suède (19^e) et la France (38^e) entre autres. Elle reste la meilleure équipe africaine et arabe, devançant l'Egypte, finaliste du championnat d'Afrique 2017 (20^e), le Maroc (32^e), l'Ouganda (34^e), le Rwanda et le Kenya (41^{es}), la Tunisie (49^e) et le Sud-Soudan (52^e). Au sommet du classement

féminin de l'année 2017, la Chine termine fort avec 630 360 points, devant le Brésil (565 571 pts) et la Turquie (477 677 pts). Chez les messieurs, la sélection algérienne a su tirer son épingle du jeu et boucle l'année 2017 en 13^e position avec un total de 285 206 points. Là aussi, les protégés de l'entraîneur Ould Yahia Djaffar terminent assez bien par rapport à une fin d'année 2016 très difficile, avec une débâcle aux derniers JP de Rio. Les coéquipiers d'Abdelhalim Larbi se sont bien ressaisis en conservant leur sacre africain au Caire qui leur a permis de faire un bond spectaculaire de 22 places. Au classement mondial qui comprend 94 sélections, l'équipe algérienne a fait mieux que des pays comme l'Espagne (18^e), l'Angleterre (24^e) et la France (70^e), confirmant son retour au premier plan en attendant les prochaines compétitions officielles dont le Mondial de Suède en 2018. Aux niveaux africain et arabe, l'équipe algérienne reste N°1. Elle est suivie de l'Egypte, finaliste du dernier Championnat d'Afrique (22^e), du Qatar (30^e), de l'Irak (35^e), de l'Arabie saoudite (37^e), du Maroc (39^e), des Emirats arabes unis (41^{es}), du Rwanda (47^e), de la Palestine (51^e), du Kenya (53^e), de l'Ouganda (54^e), d'Oman (57^e), de la



Tanzanie (58^e), du Burundi (59^e), du Mali (60^e), de la Côte d'Ivoire (63^e), de la Tunisie (66^e), du Bahreïn (72^e), de Maurice (73^e), du Bénin (75^e), du Koweït (76^e) et du Ghana (77^e). Le podium est occupé par le Brésil (1^{er} / 661 802 points), devant la Lituanie (2^e avec 657 807 pts) et la Chine (3^e avec 459 769 pts).



JS Kabylie Que reste-t-il de ce mythique club ?

Le club le plus titré de l'Algérie, à savoir la JS Kabylie, traverse l'un des moments les plus délicats de son histoire. S'il y a une équipe en Ligue 1 Mobilis où le flou est total depuis l'entame de la saison, c'est bel et bien le club phare du Djurdjura.

La raison en est toute simple : un petit tour du côté de la ville des Genêts et on s'aperçoit que les inconditionnels des Jaune et Vert ne savent pas encore qui gère actuellement les destinées de leur équipe. Après la destitution de Mohand-Cherif Hannachi et de Hamid Sadmi par la suite, la commission de surveillance songe à retirer sa confiance au nouveau directeur, à sa tête le trio Majene-Azouaou-Aït Djoudi. Cela aurait pu se faire, dimanche, n'était l'absence d'Azouaou et Madjene et la fermeture du bureau du club devant les membres de la commission de surveillance du directoire actuel. Ladite commission veut, à travers cette réunion avec le directoire, demander des bilans. «Depuis maintenant un mois et demi, on n'a rien vu de concret. Je pense que c'est le bricolage qui continue. La JSK n'a pas besoin des personnes qui veulent gérer un club aussi prestigieux avec des crédits bancaires», a indiqué Meftah, l'un des membres de la



commission de surveillance et du CSA. Quelques heures après, c'est au tour de Lakhdar Madjene de répondre, lors d'un point presse. «Tous les clubs fonctionnent avec des crédits bancaires. Mes propres sociétés fonctionnent ainsi. Donc, on n'a rien inventé dans ce sens. Pour ce qui concerne la fermeture du bureau, je dirai que le local m'appartient et je refuse les étrangers dedans. Il est, momentanément, à la disposition du club, mais il n'est pas un siège officiel de la JSK», a-t-il indiqué. En effet, et aux dernières nouvelles, les membres de la commission de surveillance du directoire sont unanimes à demander son départ. Pour ce faire, ces responsables ont fixé la date du 7 janvier prochain pour organiser une autre réunion, lors de laquelle il sera ques-

tion de décider sur l'avenir de ce directoire. Ce qui a compliqué les choses dans la maison kabyle, c'est la présence de l'ancien président Mohand-Cherif Hannachi devant le bureau de la JSK aux côtés des membres du CSA. Ce qui n'a pas trop plu aux nouveaux dirigeants, à leur tête Azzedine Aït Djoudi. «Cette personne ne fait plus partie de la JSK. Sa présence devant le bureau est inexplicable. La JSK a besoin de sérénité pour qu'elle puisse relever la tête. Il vaut mieux qu'il ferme sa gueule et nous laisser travailler tranquillement. Sinon, on aura des comptes à régler», a indiqué le directeur technique de la JS Kabylie, Azzedine Aït Djoudi, lors d'un point de presse à Tizi-Ouzou. Si certains évoquent le retour de Hannachi à la JS Kabylie, d'autres

parlent de l'arrivée d'une société nationale pour reprendre les rênes. Dans l'entourage du club, des responsables préparent l'arrivée de Cherif Mellal, un autre homme d'affaires pour reprendre les commandes. Mais, entre les intérêts des uns et des autres, la JS Kabylie continue de broyer du noir. Les joueurs qui n'ont pas perçu leurs salaires depuis plusieurs mois ont failli recourir à la grève à maintes reprises, n'était l'intervention des sages. Ce qui complique la situation de ce club, ce sont les dettes de la commission des résolutions des litiges. La JSK ne peut pas recruter tant qu'elle n'a pas payé ses anciens joueurs, dont la somme qui leur est due dépasse les trois milliards.

Soussem M.

JS Saoura Essais non concluants pour le Congolais Kassama Siarra

L'attaquant congolais Kassama Siarra a été libéré du stage de la JS Saoura, qui se déroule actuellement à Oran. Kassama Siarra, mis à l'essai depuis la fin de la semaine passée, n'a pas réussi à convaincre l'entraîneur Fouad Bouali, précise la même source. Outre les quelques séances d'entraînements auxquelles il a pris part, l'attaquant congolais a également participé à la rencontre amicale remportée par la JSS face au MC Oran (2-1), lundi, au stade Ahmed-Zabana à Oran. Deux autres joueurs d'Afrique subsaharienne effectuent actuellement des essais avec la formation du Sud-Ouest du pays, dans l'espoir d'être engagés à l'occasion du mercato hivernal qui se poursuit jusqu'au 15 janvier prochain. Il s'agit du défenseur sénégalais El Hadji Youssoufa Kounaté et de l'attaquant kényan Mohamed Salim Ramadane. La JSS, qui affrontera samedi prochain à Sidi Bel-Abbès le SA Mohammadia (division amateur/Ouest) dans le cadre des 32^{es} de finale de la Coupe d'Algérie, a terminé à la deuxième place la phase aller du championnat de Ligue 1 Mobilis, distancée de quatre unités par le leader le CS Constantine, rappelle-t-on.

Coupe d'Algérie - 16^{es} de finale Vers le report de quelques matches

Les clubs de Ligue 1 Mobilis de football ayant plus de trois joueurs en équipe nationale A' en vue du match amical face au Rwanda le 10 janvier à Tunis verront leurs rencontres des 16^{es} de finale de la Coupe d'Algérie prévues les 12 et 13 janvier reporter à une date ultérieure.

Selon la dernière liste dévoilée par le coach national Rabah Madjer lors du stage effectué récemment par les locaux à Sidi Moussa, l'USM Alger était représentée par 6 joueurs, alors que le CS Constantine et l'ES Sétif comptaient 4 joueurs chacun. L'équipe nationale A' entamera le 7 janvier, soit au lendemain du déroulement de la 16^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, un stage au Centre technique national de Sidi Moussa avant de s'envoler pour Tunis. Avant d'affronter l'Algérie, le Rwanda, qui prépare le Championnat d'Afrique des nations CHAN-2018 au Maroc (12 janvier-4 février) croisera le fer avec le Soudan en amical le 6 janvier à Tunis.

CR Belouizdad



Todorov fait désormais parti du passé

L'aventure du technicien serbe Ivica Todorov avec la formation du CR Belouizdad a officiellement pris fin. Le désormais ex-coach du Chabab a, comme convenu avec son président, Mohamed Bouhafs, fini par voir la couleur de son argent en retirant les 30 000 euros (2 salaires et demi).

Le patron du Chabab ayant ainsi tenu parole, même avec quelques jours de retard, Todorov est passé à la résiliation de son contrat, officialisant ainsi la fin de son aventure avec le CRB, qui avait débuté en juillet dernier. Il faut dire que le technicien, qui avait consenti à quitter le CRB, avait exigé de toucher ses salaires avant de procéder à la rupture de son contrat. Le coach, qui

avait annoncé son départ en milieu de semaine dernière, a toutefois tenu à assurer les entraînements depuis, dirigeant même le stage hivernal à Tipasa, qui a pris fin avec une joute amicale face au CS Constantine.

Une rencontre dirigée par Saïd Boutaleb et Hacène Belhadj, qui devrait accompagner le nouvel entraîneur. A ce propos, la succession de Todorov n'a toujours pas été tranchée par le président Mohamed Bouhafs, qui serait en négociations avec Henkouche, Zekri et Bouarata. L'un de ces hommes devrait être le nouvel entraîneur du CRB, après que Mouassa eut décliné l'offre, préférant poursuivre son aventure avec l'USM Annaba.

USM Bel-Abbès

La Mekerra rêve d'une seconde coupe

A l'USMBA, la préparation du match des 32^{es} de finale de la Coupe d'Algérie face au H Chelghoum Laïd bat son plein. Or, un autre volet tout aussi important est en train de monopoliser l'attention du staff technique et des dirigeants, à savoir le recrutement. En effet, une course contre la montre est engagée pour régler les contentieux avec la CRL et vite aborder le mercato, où plusieurs joueurs ont donné leur accord de principe à la direction du club. Côté départs, trois éléments recrutés au mercato estival ont été libérés par Chérif El Ouazzani. Il s'agit des défenseurs Zeroual, Senigra et de

l'attaquant Chettal qui, selon les dirigeants, n'ont pas amené le plus escompté. D'autres joueurs pourraient leur emboîter le pas les jours à venir, mais cela dépendra en particulier des arrivées. Il faut souligner que l'équipe a été souvent contrainte cette saison de jouer avec un groupe remanié à chaque match, ce qui a constitué un véritable handicap pour un team nullement épargné par les blessures à répétition, des cas d'indiscipline, et le niveau technique des remplaçants, en deçà des espérances. Hormis Zerrouki, un enfant du cru qui portait les couleurs de la JR Sidi Brahim, le

milieu de terrain Lagraâ et le défenseur Lamara, les autres recrues n'ont été que peu utilisées. Par ailleurs, concernant la Coupe d'Algérie, ce match face au HBCL sera celui des retrouvailles entre ces deux clubs, qui évoluaient en seconde division lors de la saison 2004-2005, au terme de laquelle ils ont connu le même sort, en rétrogradant tous deux en division inférieure. Aujourd'hui, les données ont changé dans le bon sens, et plus particulièrement pour l'USMBA où le moral est au beau fixe, surtout depuis la victoire des plus méritée lors de la dernière journée face à l'ESS. A noter, enfin que,



pour bien préparer le match de coupe, l'USMBA a livré deux matches amicaux en cours de semai-

ne, ce qui a permis à Chérif El Ouazzani de bien jauger la forme de son groupe.

FAF

L'Iran et le Portugal adversaires des Verts en amical

La sélection algérienne de football disputera deux matchs amicaux face à l'Iran et au Portugal respectivement en mars et juin 2018, a-t-on appris, ce mardi, du manager général de l'équipe nationale, Hakim Medane.

«**N**ous avons conclu officiellement un accord avec la Fédération iranienne pour un test amical en mars prochain dans un pays européen, alors que nous allons affronter le Portugal le 7 ou le 8 juin à Lisbonne. Il s'agit de deux équipes mondiales de haut niveau qui constituent d'excellents sparring-partners pour l'équipe nationale», a indiqué Hakim Medane. L'Iran et le Portugal évolueront ensemble lors du Mondial-2018 en Russie (14 juin - 15 juillet) dans le

groupe B qui comprend également l'Espagne et le Maroc. «Pour le mois de mars, nous allons également disputer un second match face à une équipe africaine qui pourrait être le Gabon. Nous n'avons pas encore finalisé l'accord et tout peut arriver», a-t-il ajouté, soulignant qu'outre le Portugal, «la sélection nationale jouera probablement deux autres matchs entre fin mai et début juin». La prochaine date Fifa est fixée du 19 au 27 mars 2018 alors que les mois de mai et juin 2018 verront les 32 sélections participant au Mondial entamer leurs stages de préparation, ponctués par des rencontres amicales. L'équipe nationale a échoué à se qualifier pour la Coupe du Monde 2018, terminant à la dernière place du groupe B avec 4 points récoltés en six matchs. Le staff technique national compte mettre à profit au maximum la prochaine date Fifa, d'autant que le prochain match officiel des Verts se jouera en septembre 2018, suite à la dernière décision de la Confédération africaine (CAF) de reporter la 2^e journée des qualifications de la CAN-2019 de mars à septembre pour permettre aux



cinq équipes du continent qualifiées pour le Mondial-2018 en Russie, en l'occurrence le Nigeria, le Sénégal, l'Égypte, la Tunisie et le

Maroc, de disputer des matchs amicaux de préparation à cette période.

Bessa N.

EN



Après un mauvais départ dans les éliminatoires de Coupe du Monde 2018, l'année 2017 a démarré avec l'espoir d'un sursaut. Ainsi, après avoir connu trois entraîneurs en 2016, l'EN a entamé la CAN Gabon 2017 avec l'objectif de briller et de maintenir son rang de 5^{ème} équipe africaine. Mais, trois matchs plus tard et zéro match remporté, les coéquipiers de Mahrez sont rentrés à la maison en montrant à tous que l'épopée de Vahid était définitivement à ranger dans les archives de l'histoire des Fennecs. Retour sur une année 2017 cauchemardesque ! Débutant l'année à la 5^e place continentale pour terminer au 10^e rang, l'Équipe nationale est passée complètement à côté de son sujet durant cette triste année 2017 avec une élimination dès le premier tour à la CAN 2017 et une honteuse dernière place dans son groupe de qualification au Mondial 2018.

Hadj Raouraoua passe la main

Le fiasco de la CAN au Gabon aura été celui de trop. Cette déroute s'est propagée à Dely Ibrahim, au sein même de l'institution qui, hasard du calendrier, devait élire un nouveau bureau fédéral et son président. Après une campagne assez opaque, la fin de règne annoncée a bien eu lieu. L'élimination presque acquise dans la course à la Coupe du Monde, l'instabilité technique et les choix hasardeux de sélectionneurs ont eu raison du puissant Mohamed Raouraoua. Homme fort du football algérien depuis 2001, El Hadj avait tout misé sur la vitrine «Équipe Nationale» avec une politique du «tout pro» mais cette dernière commençait à se fissurer depuis l'épisode Fékir. D'autant que l'éclosion de Attal, Bensebaini ou encore Benguit donna matière à montrer les limites de la politique du sage. On

Les Fennecs, la désillusion confirmée

en est même arrivé à pointer du doigt un prétendu manque d'amour du maillot de la part des Ghoulam, Bentaleb et consorts accusés d'avoir lever le pied durant l'épreuve africaine.

Le renouveau promis par Zetchi

Présenté comme l'homme du renouveau, Kheireddine Zetchi (52 ans), reconnu pour son expérience réussie avec son petit club du Paradou AC, a été porté à la tête de la maison des Verts. Son élection, assez contesté, a sans aucun doute amené un vent de fraîcheur dans le marasme ambiant. Persuadé qu'il fallait baser sa politique sur la formation et une réorientation vers le football local, Zetchi n'a pour autant pas caché sa volonté à plus court terme d'insuffler un renouveau dans le jeu des Verts. Certains croyaient même, secrètement, à une «remontada» et pourquoi pas à une qualification sur le fil pour la Russie...

Alcaraz, le projet espagnol qui fait pschitt

Pour ce faire, le nouveau patron de la FAF a nommé contre toute attente l'Espagnol Lucas Alcaraz (51 ans) à la tête des Verts. Ce dernier n'avait aucune expérience internationale, mais avait l'avantage d'être espagnol ce qui devait permettre, en théorie, de redonner du jeu au onze national. La victoire étriquée, en trompe l'œil, face à un Togo renouvelé en juin et l'élimination peu glorieuse du CHAN 2018 des A' face à la Libye, en août, n'avait pas encore altéré l'envie d'y croire. Cette envie s'est lamentablement écrasée à Lusaka puis, trois jours plus tard, à Constantine. Au-delà du résultat, le manque d'âme et de plan de jeu ont mis à jour les carences d'un groupe perdu et condamné à rentrer dans le rang. La défaite logique au Cameroun le mois suivant a confirmé le mauvais choix Alcaraz. Sportivement et financièrement, le fiasco est monumental.

L'incroyable retour de Rabah Madjer

L'Algérie, qui avait brillé au Brésil à peine trois ans plus tôt, se retrouve au plus bas et comme souvent dans pareilles circonstances, le bureau fédéral décide de rappeler les anciennes gloires à la rescousse. Ainsi, Madjer, Menad et Ighil arrivent avec fracas pour sauver l'Équipe nationale dans un contexte très étrange. Dans le même temps Zetchi prépare un symposium pour faire le point sur ce qui ne va pas. Mais on sent un bureau fédéral déboussolé, empêtré dans une très mauvaise communication et multipliant les erreurs grotesques. Bénéficiant d'un calendrier très favorable, avec des échéances officielles repoussées à septembre 2018, le très contesté Rabah Madjer devrait pouvoir exercer ses fonctions dans un environnement plus calme. Malgré les polémiques, l'auteur du déjà culte «Taisez-vous» doit mener à bien un projet dont on essaye toujours de deviner les contours.

Après la désillusion, l'espoir du renouveau

Sans Coupe du Monde pour les Verts, l'année 2018 s'annonce donc moins agitée, mais les observateurs restent perplexes. Ces derniers, en amoureux du football algérien, n'ont d'autres choix que d'attendre. Attendre que les plans de la FAF tous azimuts soient lancés, attendre de voir les sélections U17, U20 et U23 jouer dans différents tournois internationaux, attendre de voir les A de nouveau briller, non pas par les résultats, mais au moins par la manière et l'envie de hisser à nouveau l'Algérie dans le top africain. Après la désillusion 2017 il faudra donc faire preuve de patience et d'humilité pour revenir au premier plan.

L.G.F.

Echanges d'amabilités entre Zetchi et Kerbadj et allègement des mesures de lutte contre la violence

La réunion du bureau fédéral de la FAF qui s'est tenue, ce lundi, a été une nouvelle fois l'occasion pour le président de la FAF, Kheireddine Zetchi et le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, de s'échanger des gentillesse. Les deux hommes ne se portent pas dans le cœur et entretiennent des relations conflictuelles, malgré leurs déclarations faisant croire qu'ils sont en bons termes.

Zetchi a reproché à Kerbadj ses sorties dans la presse et lui a demandé d'observer l'obligation de réserve, ce que le président de la LFP n'a pas apprécié d'où l'altercation entre les deux hommes. Toutefois, et comme on l'a souligné à plusieurs reprises, la cohabitation entre les deux présidents est devenue impossible. Zetchi ne pardonnera jamais à Kerbadj son soutien indéfectible à l'ancien président de la FAF, Mohamed Raouraoua.

Cela explique en grande partie les raisons du différend entre Zetchi et Kerbadj.

La LFP allège la sanction du huis-clos

Le président de la LFP a proposé au cours de la réunion du bureau fédéral de prononcer la sanction du huis clos contre un club après trois avertissements. Auparavant, cette sanction intervenait après deux avertissements. La proposition du président de la LFP a été acceptée par les membres du bureau fédéral. Une décision qui tend à encourager la violence au lieu de lutter contre ce phénomène, notamment durant la phase retour du championnat. En ce sens, il faut attendre que les supporters d'un club récidivent pour la 3^e fois pour que la sanction du huis clos soit prononcée. Une décision qui ne va pas dans le sens de la lutte contre la violence.



Météo	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
Min Max	3°/11°	4°/14°	0°/8°	7°/22°	2°/17°
Horaires des prières	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
Alger	06:12	12:43	15:15	17:38	19:05

Automobile

La liste des 5 constructeurs arrêtée par le gouvernement



Le gouvernement a fixé définitivement les règles du jeu en matière de montage automobile. La liste des 5 constructeurs agréés est désormais connue. C'est un Conseil interministériel consacré à ce dossier le 11 décembre dernier qui a décidé que «cinq entreprises ont été retenues pour le montage de véhicules de tourisme : SPA Sovac (Volkswagen, Seat...), SARL Tahkout (Hyundai), SPA Renault, Peugeot et Nissan. Sovac propose de produire à terme 100 000 véhicules par an, Tahkout : 100 000 véhicules ; Renault : 75 000 ; Peugeot 100 000 et Nissan : 60 000 véhicules par an. La surprise est constituée par la présence du constructeur japonais Nissan dans

cette liste alors qu'on s'attendait plutôt à l'agrément de Suzuki dont une usine mise en place par l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout est déjà opérationnelle depuis plusieurs mois. L'usine Nissan, qui est un partenaire industriel du groupe Renault depuis de nombreuses années ce qui ouvre sans doute la voie à des synergies importantes en matière de sous-traitance, appartiendra en majorité, conformément à la réglementation algérienne, à la famille Hasnaoui, qui représentait la marque japonaise depuis plusieurs années déjà. Le même Conseil interministériel a aussi fixé une liste de 5 entreprises autorisées à monter des camions, autobus et véhicules utilitaires : Il s'agit de SAP Frères-Salhi,

SPA Ival, SARL Tirsam, SPA Saven «des actionnaires Haddad» qui va produire les véhicules Astra et l'EURL GM Trade des associés Mazouz et Namroud, détaille le document. Concernant les quantités: SPA Salhi (3000 camions par an) ; Ival-Iveco : 8000 véhicules par an ; Sarl Tirsam : 100 unités et GM Trade – non précisé. «Toute autre entreprise opérant dans ce domaine qui n'a pas obtenu l'accord formel des services du ministère de l'Industrie et des Mines, ni reçu l'accord du Conseil national de l'investissement (CNI) est considérée en situation irrégulière et devra cesser ses activités», précise une note du Premier ministre.

A.A.

Coopération parlementaire bilatérale algéro-iranienne Bensalah et l'ambassadeur iranien insistent sur l'importance de son renforcement

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, a indiqué, hier, à l'issue de l'audience qu'il a accordée à l'ambassadeur de la République islamique d'Iran à Alger, Réda Ameri, avoir évoqué avec ce dernier «l'importance de la coopération parlementaire bilatérale et de son renforcement à travers le dialogue et les rencontres parlementaires», a indiqué un communiqué du Conseil. Les deux responsables se sont félicités de la qualité des relations bilatérales, soulignant «l'importance de la coopération parlementaire bilatérale et de son renforcement à travers un dialogue bilatéral dans les fora parlementaires», selon la même source. Ils ont, par ailleurs, échangé les vues concernant la situation dans la région à la lumière des derniers développements.



Travaux publics Creusement d'un tunnel sous la Rocade Dar El Beïda-Ben Aknoun

Des travaux de creusement d'un tunnel ferroviaire sous la Rocade autoroutière sud reliant Dar El Beïda à Ben Aknoun vont être lancés prochainement au niveau de la bretelle de l'aéroport d'Alger, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère des Travaux publics et des transports. Ces travaux seront lancés dans le cadre de la réalisation d'une desserte ferroviaire qui reliera l'aéroport Houari-Boumediène au réseau ferré national. A cet effet, le ministère avise que ces travaux de creusement d'un tunnel ferroviaire de 1,4 km nécessiteront une «restriction momentanée» de la circulation automobile sur cet axe. Afin de minimiser d'éventuels désagréments qui seront engendrés par ces travaux sur la circulation automobile, les usagers de cette Rocade sont appelés à «respecter la signalisation routière» qui sera mise en place selon les phases de déroulement des travaux, précise la même source. Pour sa part, l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif) explique que cette nouvelle liaison ferroviaire dotera bientôt l'aéroport d'Alger d'une nouvelle offre de transport alliant confort et sécurité au service de l'intérêt général.

Relations algéro-turques Volkan Bokazir : «Le Président Bouteflika est une personnalité importante dans les relations internationales»



«Le Président Bouteflika est une personnalité importante dans les relations internationales», a déclaré le président de la commission des affaires étrangères de la Grande Assemblée nationale turque, Volkan Bokazir, lors de son entretien avec le président du

Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah. L'entretien a été l'occasion d'un échange sur des questions d'intérêt commun, notamment les derniers développements de la question palestinienne. Le président de la commission des affaires étrangères de la Grande Assemblée nationale turque, Volkan Bokazir a ainsi salué, lundi, le rôle du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dans la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde à la faveur du succès de la politique de la réconciliation nationale en Algérie. Lors de son entretien avec le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, le responsable turc a qualifié

le Président Bouteflika de «personnalité importante dans les relations internationales». L'entretien a été l'occasion d'un échange sur des questions d'intérêt commun, notamment les derniers développements de la question palestinienne», indique un communiqué du Conseil de la nation, précisant que les deux parties ont mis l'accent sur «la nécessité de coordonner les positions pour permettre au peuple palestinien d'exercer son droit sur son territoire conformément aux décisions internationales». «Le terrorisme et la lutte contre ce fléau ont également été évoqués lors de cette rencontre», concluait le communiqué.

Lait infantile contaminé Le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire

Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Paris dans l'affaire des laits infantiles contaminés par des salmonelles du français Lactalis, a indiqué, hier, une source judiciaire française. Cette enquête a été ouverte, ce vendredi, par le pôle «santé publique» du parquet pour «blessures involontaires», «mise en danger de la vie d'autrui», «tromperie aggravée par le danger pour la santé humaine» et «inexécution d'une procédure de retrait ou de rappel d'un produit» préjudiciable à la santé, selon des médias français. Cette affaire de la contamination aux salmonelles de laits infantiles produits par le français Lactalis a pris une nouvelle ampleur avec la décision de rappeler à l'international l'ensemble de la production de l'usine incriminée depuis février. Lactalis a ainsi rappelé 720 lots supplémentaires de laits infantiles et autres produits, s'ajoutant à 625 lots déjà retirés ces deux dernières semaines. Depuis le début du lancement de l'alerte, un programme d'analyses renforcé a été mis en œuvre en France avec des laboratoires externes indépendants. Ces analyses ont fait ressortir qu'une contamination dispersée s'est installée dans l'usine de Craon (France) suite à des travaux réalisés au courant du premier semestre 2017. Au 20 décembre, l'autorité de surveillance Santé publique France avait recensé 35 nourrissons (dont 20 filles) atteints de salmonellose en France depuis la mi-août. Ce nombre inhabituel l'a amenée à parler d'«épidémie», mais «la santé de tous ces enfants est bonne», y compris pour les 16 qui ont été hospitalisés. Pour 31 enfants malades, il a été prouvé qu'ils avaient consommé un lait infantile de l'usine Lactalis de Craon. Selon Lactalis, le retrait concerne des produits de marque «Picot» (poudres et céréales infantiles), «Milumel» (poudres et céréales infantiles) et «Taranis» (mélange d'acides aminés en poudre destinés au traitement de pathologies). La production de l'usine a été arrêtée le 8 décembre pour un grand nettoyage des installations.

Ooredoo Sponsor Gold du start-up Week-end Alger

Ooredoo poursuit son soutien à la créativité des jeunes talents algériens en tant que Sponsor Gold du «Start-up Weekend Alger», organisé cette semaine par le Polytechnique Leader Club (PLC) de l'Association des anciens de l'École nationale polytechnique et le Club scientifique de l'École nationale supérieure d'informatique (ESI) à Alger. Cette manifestation, visant à promouvoir l'entrepreneuriat et la création d'entreprises, a regroupé plus de 120 participants, notamment des développeurs, des designers, des juristes, des innovateurs de formation marketing et des étudiants issus de différentes universités et grandes écoles algériennes. Les projets de cette compétition ont été examinés par un jury composé d'experts, d'entrepreneurs confirmés, d'investisseurs et de sponsors. A l'issue de cette compétition, Ooredoo a récompensé le porteur de projet lauréat en lui offrant un soutien logistique et financier au sein de son incubateur technologique et en mettant à sa disposition son expertise de l'industrie des télécommunications afin de lui permettre de concrétiser son projet. La participation de Ooredoo au «Start-up Week-end Alger» s'inscrit dans le cadre de sa stratégie de création d'un contenu digital «Made in Algeria» à travers des plateformes dédiées telles que des incubateurs qui hébergent actuellement une trentaine de start-ups technologiques, un laboratoire d'innovation «Innov'Lab» et le déploiement des programmes «tStart» d'encouragement à la création de start-ups technologiques, «iStart» de soutien à la création de solutions innovantes locales et du concours «Oobarmijoo». A travers ses nombreuses initiatives, Ooredoo, innovateur technologique et entreprise promotrice de jeunes talents, confirme une nouvelle fois son engagement dans la création d'une industrie technologique numérique et digitale locale.

